

Chambre des Représentants

SESSION DE 1925-1926

PROJET DE LOI

prorogeant la durée de la Banque Nationale de Belgique et modifiant certaines dispositions des lois combinées des 5 mai 1850, 20 mai 1872 et 26 mars 1900, relatives à cette Institution, ainsi que les lois des 10 mai 1850, 20 mai 1872 et 26 mars 1900, réglant le service du Caissier de l'Etat.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Aux termes de la loi du 26 mars 1900, la durée de la Banque Nationale de Belgique expirera le 31 décembre 1928, à moins qu'une loi ne vienne la proroger.

Même en temps normal, il ne serait point prématuré de soumettre au Parlement le grand problème qu'implique cette échéance. Ainsi pensèrent nos prédécesseurs. La première prorogation fut proposée aux Chambres alors qu'il restait encore à la Banque Nationale à peu près quatre années d'existence assurée; la seconde le fut en décembre 1898, quatre années aussi avant le terme de trente ans qu'avait fixé le premier renouvellement.

« Pour progresser et pouvoir rendre de nouveaux services », disait Jules Malou, « les grandes institutions de crédit ont besoin d'être assurées du lendemain; il faut leur donner la sécurité garantie. » D'autre part, ajoutait-il justement, il serait imprudent d'attendre trop longtemps. Aux derniers jours, ni les Chambres et le Gouvernement, ni la Banque, n'auraient la même liberté d'appréciation et d'action.

A ces motifs évidents, que de Smet de Naeyer invoquait à son tour en 1898, dans des termes à peu près identiques, il s'en ajoute ou plutôt il s'en substitue aujourd'hui un autre, bien plus grave. Et l'on ne peut se défendre d'établir le rapprochement entre les circonstances qui ont présidé à la naissance de notre Institut d'émission et celles qui, à cette heure, nous commanderaient d'envisager la revision de son statut, quand bien même n'existeraient pas les raisons qui viennent d'être rappelées.

En déposant, le 23 décembre 1849, le projet qui est devenu la charte de la Banque Nationale de Belgique, Frère-Orban disait :

« Il y a nécessité de sortir de l'état de choses actuel. Il ne saurait être maintenu sans exposer le pays, au moindre événement, à des complications nombreuses, à des difficultés nuisibles à ses intérêts. »

Cet « état de choses » auquel la création de la Banque Nationale était appelée à mettre fin, nous le retrouvons après trois quarts de siècle : comme en 1850, « le pays subit le cours forcé des billets de banque ».

Et, maintenant comme alors, les causes du mal, le plus grave qui puisse affecter l'économie nationale, sont fondamentalement les mêmes : les principes qui doivent présider à la circulation ont été méconnus, le billet de la Banque a cessé de reposer exclusivement sur les gages classiques qu'il lui assignent la science et une expérience vingt fois vérifiée. En 1850, les établissements de crédit belges investis du droit d'émission, principalement la Société Générale et la Banque de Belgique, avaient immobilisé leurs capitaux et s'étaient vus obligés, à deux reprises, de réclamer le secours de l'Etat pour faire face à la situation. La fondation de la Banque Nationale eut pour but essentiel « de séparer des affaires industrielles l'escompte et l'émission ». Le cours forcé que nous subissons aujourd'hui est un legs de la guerre. Etabli en 1914 par le fait de l'invasion, il a dû être maintenu à cause de l'attitude de l'Allemagne qui, durant l'occupation, nous imposa sa monnaie au cours de fr. 1.25 par mark; le retrait de cette monnaie par l'Etat belge après l'armistice, a nécessité une avance correspondante de la Banque à l'Etat. De là cette conséquence qu'une proportion énorme de la circulation demeure gagée par le seul crédit de l'Etat. Il est plus que temps de liquider cette situation, si nous voulons retenir le pays sur la pente où l'on a vu glisser et s'abîmer plus d'un peuple. L'exemple de la plupart des grandes puissances économiques européennes ne doit pas être perdu pour nous. L'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne ont pris dans ce domaine les mesures énergiques qui s'imposent à nos méditations.

Le projet d'assainissement monétaire que nous présentons aux Chambres en même temps que celui-ci lève le cours forcé et restitue à la couverture du billet, dans une mesure sinon absolue encore, du moins satisfaisante, l'élasticité et le caractère qui conviennent.

La Banque Nationale accepte de conduire cette liquidation, qui sera lourde et longue; elle y apporte sa contribution désintéressée. Afin qu'elle puisse mener l'œuvre à bien à travers des obstacles qu'il serait aussi vain qu'imprudent de se dissimuler, il est indispensable de lui assurer l'avenir.

Reconnaître en ces termes la nécessité de garantir dès maintenant une prolongation d'existence à la Banque d'émission, c'est faire présager le maintien de son armature dans les lignes essentielles. Et en effet, le Gouvernement pense qu'un changement de régime n'est point à envisager dans les conjonctures où nous nous trouvons.

Le débat qui s'institua en 1899 entre les partisans de la Banque d'Etat, ou plus exactement de la Régie autonome, et les défenseurs de la conception inspiratrice de la loi de 1850, fut un des plus brillants et des plus approfondis dont s'honore notre Parlement. Hector Denis, parmi d'autres, développa avec éclat la doctrine de son école. Mais quelle que soit l'opinion théorique que l'on puisse avoir sur ces graves problèmes, nous sommes convaincus que l'heure serait mal choisie pour reprendre cette controverse. Dans tous les pays, en effet, la guerre a créé une situation financière telle que l'indépendance des Banques d'émission à l'égard de l'Etat est apparue comme la condition même de leur crédit. C'est avant tout pour ce motif que l'article 1^{er} de la loi sur la Banque d'Allemagne dispose : « La Reichsbank est une banque indépendante du Gouvernement du Reich »; et l'Office bancaire Tchéco-Slovaque, d'abord organisme d'Etat, vient de changer ses statuts et de se donner un caractère privé.

Il va sans dire que néanmoins l'intérêt public doit être sauvegardé, et le projet du Gouvernement comporte, à cet égard, d'importantes mesures, tant au point de vue du contrôle de l'Etat que de la répartition des bénéfices et de la représentation dans les Conseils de la Banque des grands intérêts économiques et sociaux.

Il serait dangereux cependant de méconnaître que l'atmosphère internationale, le sentiment unanime des personnalités que leur situation érige en arbitres du monde financier, contiennent les réformes possibles dans des limites assez étroites; tout porte à croire que, dans les circonstances actuelles, une

transformation fondamentale de notre Institut d'émission se heurterait à des obstacles insurmontables ou entraînerait pour notre monnaie, pour notre crédit à l'étranger, des répercussions funestes qui risqueraient de compromettre sans retour le plan d'assainissement dont nous attendons le salut.

Les paroles de Bagehot, que rappelait M. le Ministre Liebaert au cours de la discussion dont nous venons d'évoquer le souvenir, paraissent plus en situation que jamais :

« Le crédit est une puissance qui peut croître, mais que l'on ne saurait construire de toutes pièces. Ceux qui vivent sous un grand, sous un solide système de crédit doivent se rappeler que s'ils détruisent ce système, ils n'en verront jamais d'autre, car il faudra des années et encore des années pour lui donner un successeur. »

Nous estimons qu'il faut, à cette heure, restaurer le système, en rendant au pays la saine infrastructure financière indispensable à sa vie et à ses progrès économiques; tel est l'objet du projet, connexe à celui-ci, relatif à l'assainissement de la circulation, et qui n'est lui-même qu'un des éléments du plan d'ensemble que le Gouvernement a développé dans l'Exposé général du Budget.

La stabilisation monétaire est à la base de ce plan. Régulatrice attitrée du marché de l'argent, la Banque Nationale est appelée à jouer le premier rôle dans cette opération. Qui dit stabilisation d'une devise, dit convertibilité, levée du cours forcé, reprise des paiements en espèces par l'Institut d'émission. Le projet de loi dont il vient d'être parlé en détermine les moyens et les conditions, trace le *modus operandi* :

Renflouement de l'encaisse métallique par la réévaluation de l'or et l'apport de devises-or procurées par l'emprunt à l'étranger;

Fixation d'un taux de conversion des billets en rapport avec les conditions économiques et garanti contre les fluctuations;

Retour vers la séparation du crédit de la Banque et du crédit de l'Etat par un large remboursement des avances afférentes au retrait des marks, ce remboursement étant d'ailleurs singulièrement facilité grâce à l'abandon qu' fait la Banque, au profit de l'Etat, et du milliard environ que représente l'accroissement d'actif dérivant de la réévaluation de l'or, et du produit des devises sur l'étranger incluses dans l'encaisse.

La Banque Nationale poursuivra, au surplus, la politique des achats d'or où elle s'est dès longtemps engagée. Dès avant la guerre, elle s'était mise en rapport avec le Ministère des Colonies pour l'acquisition d'une notable partie de l'or produit par les mines de Kilo-Moto. Après l'Armistice, elle a persévéré dans cette voie, malgré les sacrifices que comporte pour elle cette politique, et il est intéressant de rappeler à ce sujet ce que disait M. Franck, parlant à la Chambre des Représentants, le 27 février 1925 :

« La Banque ne pourrait mieux faire. Elle a consacré une partie de ses réserves à acheter les derniers arrivages d'or du Congo. C'est une politique que j'ai toujours préconisée. Elle comporte pour la Banque des risques et des sacrifices. Mais en les acceptant courageusement, elle est dans son rôle et elle se crée, pour l'avenir, des titres que le Parlement et le pays ne pourront oublier. »

Le projet de loi renouvelle le droit d'émission de la Banque Nationale de Belgique jusqu'au 31 décembre 1952, c'est-à-dire pour une durée de vingt-sept ans. Elle aura alors franchi son centenaire.

Plus que jamais la Banque doit être soustraite à l'incertitude de son sort, si l'on veut qu'elle aborde avec énergie et même avec esprit de suite la tâche exceptionnelle que les événements lui assignent. Nous verrons, au surplus, que les conditions nouvelles acceptées par elle, et quant au contrôle de sa gestion, et quant à la répartition des bénéfices, satisfont pleinement le souci de sauvegarder les droits légitimes de l'Etat à raison de l'octroi du droit d'émission. L'abandon, auquel consent la Banque, du bénéfice à provenir de la réévaluation

de l'encaisse est une autre concession qui doit trouver sa contrepartie dans la prorogation. La dette de l'Etat s'en trouvera soulagée, mais elle restera encore, après cet amortissement, de plus de 1,700 millions, et le remboursement de pareille somme comportera naturellement d'autant plus de facilités que les annuités pourront s'espacer davantage.

L'organisation de notre Banque d'émission a servi plus d'une fois de modèle à l'étranger. Nous avons dit, au début de cet Exposé, les raisons qui nous détournent d'en changer les assises. Mais toute œuvre humaine est perfectible, et le renouvellement périodique auquel est assujéti le droit d'émission donne occasion de reviser une à une les diverses pièces du mécanisme et de corriger, à la lumière de l'expérience ou des faits nouveaux, les insuffisances ou les faiblesses qu'elles peuvent présenter.

Le Gouvernement et la Banque ont procédé de concert à cette mise au point. Diverses modifications ou innovations ont été reconnues opportunes. Nous nous arrêterons particulièrement aux plus importantes :

LAUGMENTATION DU CAPITAL.

La réévaluation de l'encaisse, conséquence des mesures de stabilisation monétaire et condition de la convertibilité du billet, a pour corollaire logique une augmentation du capital social. La plupart des sociétés anonymes ont déjà procédé à pareille opération, qui n'a d'autre but que de mettre le capital en rapport avec l'importance réelle des engagements.

Afin de prévenir des critiques, la Banque est disposée à réaliser l'augmentation, non point, comme on serait porté à se l'imaginer, en multipliant purement et simplement l'ancien capital par le coefficient 4, mais d'une manière moins radicale, en incorporant les réserves à concurrence de 50 millions, en réévaluant les immeubles sociaux, ce qui procurera 50 millions aussi, et enfin par la mise en souscription de cinquante mille actions nouvelles, au prix de 1,500 francs chacune, ce qui donnera encore 50 millions, la prime étant versée à la Réserve.

Ces cinquante mille actions resteront nominatives et seront offertes, par préférence, dans des proportions à déterminer par arrêté royal, à des institutions d'utilité publique nationale, telles que la Caisse d'Epargne, la Caisse de retraite et la Caisse d'Assurances, formant la Caisse générale d'Epargne et de Retraite sous la garantie de l'Etat, la Société du Crédit Communal de Belgique, les Caisses des Veuves et Orphelins des Départements ministériels, les Commissions d'assistance publique, les établissements d'assurance à primes fixes agréés par l'Etat en matière d'accidents de travail, etc.

Nous assurons d'abord, par cette offre, un placement sûr et avantageux à des organismes qui méritent toute la sollicitude du Gouvernement. Le texte proposé dans le projet de loi leur confère à cet égard l'autorisation nécessaire.

Mais la mesure a une portée plus haute.

En appelant au nombre des actionnaires de la Banque ces institutions nées de préoccupations sociales et gérant d'importants intérêts collectifs, l'on y fortifiera encore l'esprit de dévouement aux intérêts généraux du pays dont les décisions de cette assemblée ont toujours été empreintes.

LES REDEVANCES DUES A L'ETAT.

Les redevances que la Banque Nationale verse à l'Etat constituent le prix des profits qu'elle retire du droit d'émission. Il convient que ce prix soit juste et que les deux parties soient assurées d'avantages rationnellement équilibrés.

Rappelons que, sous l'empire du régime actuel, la Banque paie chaque année à l'Etat :

1. Le quart des bénéfices excédant 4 p. c. du capital;
- 2^o 1/4 p. c. par semestre sur l'excédent de la circulation moyenne des billets au delà de 275 millions de francs;
- 3^o Le produit résultant de la différence entre l'intérêt perçu par la Banque et le taux de 3 1/2 p. c.

4^o En outre, la Banque fait gratuitement le service de Caissier de l'Etat, elle supporte tous les frais d'administration, de matériel, de transport et de virement des fonds, et intervient dans les frais de la Trésorerie en province à concurrence d'une somme annuelle de 230,000 francs.

Du montant total de ces redevances, il y a lieu de déduire, pour déterminer la recette budgétaire nette :

1^o Les intérêts des 480 millions de bons interprovinciaux à 1 1/2 p. c. appartenant à la Banque et qui répondent au financement de la première contribution de guerre imposée par l'Allemagne;

2^o La bonification de 0.35 p. c. payée par l'Etat sur le montant de la circulation improductive, en vertu de la convention du 19 juillet 1919.

Avant d'examiner en détail les modifications que le Gouvernement propose d'apporter à ce système disparate, il convient d'insister une fois pour toutes sur le fait qu'elles sont dominées par la préoccupation de rendre plus claire une situation trop compliquée, sans porter atteinte aux droits respectifs des parties.

Après avoir mûrement pesé la portée de la réforme préconisée, dont les conséquences futures se trouvent détaillées dans les tableaux que l'on trouvera plus loin, le Gouvernement croit pouvoir proposer aux Chambres la formule suivante, qui lui paraît sauvegarder pleinement les intérêts de l'Etat. Elle comporte pour celui-ci, d'une part, une série de concessions, et, d'autre part, de larges compensations.

A. — Concessions.

1^o Attribution aux actionnaires d'un premier dividende de 6 p. c. au lieu de 4 p. c. Cette majoration de la rémunération fixe du capital procède d'abord de la nécessité d'adapter le dividende aux conditions actuelles du marché de l'argent, et ensuite de l'intention équitable de maintenir les actionnaires, au début de la période nouvelle, dans une situation au moins égale à celle dont ils ont joui jusqu'à présent.

De l'excédent du bénéfice net :

10 p. c. seront attribués normalement à la Réserve;

10 p. c. seront répartis entre le Conseil d'administration, le Conseil des Censeurs et le personnel.

Se conformant une fois de plus au progrès des idées, l'Administration de la Banque désire prendre à son tour, à l'égard de ses employés, une mesure démocratique que la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, on s'en souviendra, avait déjà mise en vigueur. Elle viendra heureusement compléter l'ensemble des œuvres sociales instituées en faveur du personnel.

2^o Le paiement à l'Etat de la redevance de 1/4 p. c. par semestre sur la circulation moyenne des billets au delà de 275 millions, que rien ne justifie plus, est appelé à disparaître.

3^o La disposition qui attribue à l'Etat le bénéfice résultant de la différence entre l'intérêt réellement perçu par la Banque et l'intérêt de 3 1/2 p. c. doit être révisée. Le législateur, en l'adoptant, n'a nullement été inspiré d'un but fiscal. Il n'a eu d'autre intention que de permettre à la Banque d'élever, en cas de nécessité, le taux de son escompte, sans s'exposer à l'accusation de chercher à réaliser par ce moyen, au détriment du commerce, des bénéfices exagérés. On le sait, la limite fut abaissée en 1872 de 6 p. c. à 5 p. c. et en 1900 de 5 p. c. à 3 1/2 p. c. Or, le taux de l'intérêt, loin de diminuer comme on s'y attendait lors du dernier renouvellement, n'a cessé, au contraire, de

s'élever, et ainsi la disposition en cause a acquis une portée que personne n'avait jamais songé à lui attribuer.

Il convient de la remettre aujourd'hui en harmonie à la fois avec l'intention du premier législateur et les réalités du marché financier. Le taux limite sera porté de 3 1/2 p. c. à 5 1/2 p. c., qui est aussi celui qu'un projet de loi propose d'assigner à l'intérêt légal en matière civile.

4^o Le service de Caissier de l'Etat continuera à se faire gratuitement, mais la contribution de la Banque dans les frais de la Trésorerie en province, se montant à 230,000 francs par an, est supprimée. Le public s' imagine volontiers, à raison de cette redevance, que le service du Caissier de l'Etat rapporte à la Banque Nationale d'importants bénéfices. La vérité est exactement à l'opposé. L'accroissement énorme des opérations afférentes à la Dette publique a notamment contribué à alourdir de façon sensible le poids de la charge assumée par la Banque de ce chef.

B. — *Compensations.*

Ces renonciations qui, à première vue, paraîtront d'importance, seront compensées largement :

1^o Par l'abandon au profit de l'Etat du revenu des devises considérées comme substitut de l'encaisse-or, abandon stipulé dans un article de la convention annexée à la loi sur l'assainissement monétaire, article reproduit aux dispositions additionnelles du présent projet ;

2^o Par l'attribution à l'Etat de 75 p. c. de la quotité des bénéfices excédant le premier dividende de 6 p. c., après prélèvement préalable de 20 p. c. sur cet excédent au profit de la Réserve, du Conseil d'administration, du Conseil des Censeurs et du personnel, les 25 p. c. restants devant être attribués aux actionnaires à titre de second dividende ;

3^o Par le retour à l'Etat du produit éventuel de l'escompte et des prêts dépassant 5 1/2 p. c.

Du montant total des redevances, il y aura lieu de déduire la bonification de 0. 25 p. c. pour frais d'émission sur le reliquat de la dette de l'Etat envers la Banque.

Telles sont, Messieurs, les modifications que le Gouvernement vous propose d'apporter au régime actuel de la répartition des bénéfices entre l'Etat et la Banque.

Désormais donc, cette répartition s'effectuera de la manière suivante :

1^o Aux actionnaires un premier dividende de 6 p. c. ;

2^o De l'excédent :

a) 10 p. c. à la réserve ;

b) 10 p. c. à répartir entre le Conseil d'administration, le Conseil des Censeurs et le personnel ;

3^o Le surplus disponible est partagé comme suit :

75 p. c. au Trésor public ;

25 p. c. aux actionnaires, à titre de second dividende.

Les tableaux ci-après montrent que, dans ce nouveau système, l'Etat retrouvera amplement les profits que lui eût valu le maintien de l'ancien régime.

Ils présentent :

1^o La situation de la Banque au 29 octobre dernier, dressée sur les bases nouvelles ;

2^o Un compte de profits et pertes établi d'après ces mêmes bases ;

3^o La comparaison entre le système ancien et le système nouveau appliqués au calcul de la part de l'Etat dans le bénéfice constaté par ce compte de profits et pertes ;

4^o La répartition des bénéfices entre l'Etat et la Banque dans trois hypothèses données.

TABLEAU I.

SITUATION AU 29 OCTOBRE 1925 PUBLIÉE AU MONITEUR BELGE DES 2, 3 ET 4 NOVEMBRE 1925.

	ACTIF	PASSIF
Capital		50,000,000.—
Encaisse { Or 272,953,461.21		
{ Traités et disponibilités or sur l'étranger 30,222,773.08	394,293,996.24	
{ Argent et billon 91,117,758.95		
Portefeuille effets	1,059,884,810.56	
Effets déposés à l'encaissement en compte courant	40,333,386.51	40,333,386.51
Dépôts de billets à l'encaissement en compte courant		7,653,398,579.—
Billets de banque en circulation		
Fonds publics	49,997,050.—	
Réserve		57,422,306.07
Valeurs de la réserve	57,422,232.73	
Avances sur fonds publics belges	529,820,633.68	
Prêts sur avoir à l'étranger	84,652,919.02	
Dette interprovinciale reprise par l'Etat en exécution de la loi du 14 novembre 1919	480,000,000.—	
Bons du Trésor belge représentant l'avance à l'Etat, en exécution de la loi du 24 octobre 1919, pour le retrait des monnaies allemandes	5,200,000,000.—	
Comptes courants { Trésor public 1,985,302.94		133,896,417.21
{ Comptes particuliers 131,911,114.27	38,160,694.84	
Immeubles de service, matériel et mobilier		18,354,909.94
Compte d'amortissement des immeubles de service, matériel et mobilier	18,354,112.13	
Fonds publics du compte d'amortissement des immeubles de service, matériel et mobilier	3,483,418.27	
Valeurs garanties ou à réaliser (Article 39 des statuts)		331,715.—
Trésor public : Dépôts en numéraire		2,665,940.25
Divers		
	7,956,403,253.98	7,956,403,253.98

TABLEAU Ibis.

SITUATION REDRESSÉE AU 29 OCTOBRE 1925.

	ACTIF	PASSIF
Capital	---	200,000,000
Encaisse { Or	4,332,680,000	---
{ Traités et disponibilités or sur l'étranger	31,120,000	---
Billon	1,059,885,000	---
Portefeuille effets	40,333,000	---
Effets déposés à l'encaissement en compte courant	---	40,333,000
Dépôts de billets à l'encaissement en compte courant	---	7,653,398,000
Billets de banque en circulation	149,997,000	---
Fonds publics	---	7,422,000
Réserve	7,422,000	---
Valeurs de la Réserve	529,821,000	---
Avances sur fonds publics belges	84,653,000	---
Prêts sur avoir à l'étranger	1,710,490,000	---
Avance à l'Etat	---	---
Comptes courants { Trésor public	1,985,000	133,896,000
{ Comptes particuliers	131,911,000	---
Immeubles de service, matériel et mobilier	88,161,000	---
Compte d'amortissement des immeubles de service, matériel et mobilier	---	18,354,000
Valeurs garanties ou à réaliser (art. 39 des statuts)	3,483,000	---
Fonds publics du compte d'amortissement des immeubles de service, matériel et mobilier	18,354,000	---
Trésor public : Dépôts en numéraire	---	331,000
Divers	---	2,665,000
	8,056,399,000	8,056,399,000

N.B. — Le multiplicateur 4 qui a servi de base à la formation des chiffres de la situation redressée ci-dessus se rapproche assez sensiblement du coefficient qui sera fixé.

(1) Or : $272,950,000 \times 4 =$	1,091,800,000	(3) Avances à l'Etat :	
Produit présumé en or de la réalisation de l'argent	120,000,000	Dettes interprovinciales	480,000,000
$30,000,000 \times 4 =$	120,000,000	Bons du Trésor pour le retrait	
	1,211,800,000	des marks	5,200,000,000
(2) Traités et disponibilités sur l'étranger :		A déduire :	5,680,000,000
a) Devises appartenant à la Banque : $30,220,000 \times$		a) Bénéfices sur la réévaluation	
des devises	120,880,000	des encaisses et devises de	
b) Produit, au taux de 20 francs le dollar, des		la Banque	969,510,000
devises provenant de l'emprunt monétaire		b) Produit de l'emprunt moné-	
de 150,000,000 de dollars	3,000,000,000	taire	3,000,000,000
	3,120,880,000		3,969,510,000
			1,710,490,000

TABLEAU II.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES
DRESSE SUR LES BASES DU BILAN REDRESSE (1).

BÉNÉFICES.

Portefeuille belge. Moyenne : 900,000,000 à 4.80 p. c.	fr. 43,200,000
Comptes courants d'avances. Moyenne : 500,000,000 à 5 1/2 p. c.	27,500,000
Intérêts du portefeuille en fonds publics	8,500,000
Droit de garde sur dépôts et location de coffres-forts	2,300,000
Produit du droit d'encaissement	300,000
Bonification de 0.25 p. c. due par l'Etat sur le montant de sa dette (1,710,490,000 francs)	4,276,200
	Fr. 86,076,200

CHARGES.

Frais généraux	fr. 23,000,000
Amortissement des immeubles	1,000,000
Droit de timbre sur la circulation totale,	7,650,000,000
déduction faite du montant moyen de l'encaisse or, des devises et de la créance sur l'Etat	6,242,290,000
A 1 p. m.	1,407,710,000 1,407,700
	25,407,700
	Fr. 60,668,500

(1) Ce compte est dressé, d'après les nouvelles conventions, sur les bases suivantes, qui répondent à peu près aux chiffres actuels.

Moyenne du portefeuille belge : 900 millions.

Moyenne des avances : 500 millions.

Taux de l'escompte revenant à la Banque :

5 1/2 p. c., déduction faite de 0.70 p. c. représentant la part des comptoirs,
soit net : 4.80 p. c.

Taux des avances revenant à la Banque : 5 1/2 p. c.

TABLEAU III.

PART DE L'ETAT SELON LA NOUVELLE FORMULE (1).

Part dans les bénéfices (2)	fr. 28,800,000
Abandon au profit de l'Etat du produit des devises appartenant à la Banque au 29 octobre 1925 : 120 millions à 2 1/2 p. c. (30,220,000 × 4 = 120,880,000 à 2 1/2 p. c., taux moyen des placements à l'étranger)	3,022,000
	Fr. 31,822,000
<i>A déduire :</i>	
Bonification de 0.25 p. c. à payer par le Trésor sur le reliquat de sa dette (1,710,490,000 francs)	4,276,200
	Fr. 27,545,800
A ce chiffre il convient d'ajouter le montant du produit de l'escompte et des prêts dépassant 5 1/2 p. c.	

PART DE L'ETAT SELON L'ANCIENNE FORMULE (1).

Produit de l'escompte et des prêts dépassant 3 1/2 p. c.-2 p. c. sur 900,000,000 + 500,000,000 fr.	fr. 28,000,000
Redevance de 0.50 p. c. sur la circulation fiduciaire productive dépassant 275 millions (circulation productive environ 2 milliards 400,000,000 fr.)	10,600,000
Remboursement des frais de la Trésorerie en province	230,000
Part dans les bénéfices	5,950,000
	Fr. 44,780,000
<i>A déduire :</i>	
Intérêts des bons inter provinciaux	fr. 7,056,000
Bonification de 0.25 p. c. sur la circulation impro-ductive	12,532,000
	19,588,000
	Fr. 25,192,000
A ce chiffre il convient d'ajouter le montant du produit de l'escompte et de prêts dépassant 5 1/2 p. c.	

(1) Bénéfice net à répartir : 60 millions.

(2) Voir Tableau IV, 2^e hypothèse.

TABLEAU IV. RÉPARTITION DES BÉNÉFICES DE LA BANQUE NATIONALE DANS LES TROIS HYPOTHESES SUIVANTES :

	1 ^{re} hypothèse bénéfice net : 50,000,000	2 ^{me} hypothèse bénéfice net : 60,000,000	3 ^{me} hypothèse bénéfice net : 70,000,000
Bénéfice à répartir	50,000,000	60,000,000	70,000,000
Premier dividende aux actionnaires: 6 p. c. sur 200,000,000 fr.	12,000,000	12,000,000	12,000,000
Excédent...	38,000,000	48,000,000	58,000,000
10 p. c. à la réserve légale	3,800,000	4,800,000	5,800,000
10 p. c. au Conseil d'administration, au Conseil des censeurs et au personnel	3,800,000	4,800,000	5,800,000
Surplus	30,400,000	38,400,000	46,400,000
75 p. c. à l'Etat	22,800,000	28,800,000	34,800,000
25 p. c. aux actionnaires à titre de deuxième dividende	7,600,000	9,600,000	11,600,000
	30,400,000	38,400,000	46,400,000
<i>Part des actionnaires.</i>			
Premier dividende	12,000,000	12,000,000	12,000,000
Second dividende	7,600,000	9,600,000	11,600,000
	19,600,000	21,600,000	23,600,000
1/4 au capital nouveau	4,900,000	5,400,000	5,900,000
3/4 aux anciens actionnaires	14,700,000	16,200,000	17,700,000
Soit brut	294	324	354
Net sous déduction de la taxe mobilière de 15 p. c.	249.9	275.4	300.9
<i>Part de l'Etat.</i>			
Sa part dans le bénéfice net	22,800,000	28,800,000	34,800,000
Abandon à l'Etat du revenu des devises appartenant à la Banque : 120,880,000 à 2 1/2 p. c. (1)	3,022,000	3,022,000	3,022,000
<i>A déduire :</i>	25,822,000	31,822,000	37,822,000
Bonification due sur reliquat de sa dette : 0,25 p. c.	4,276,200	4,276,200	4,276,200
	21,545,800	27,545,800	33,545,800

(1) Les nouvelles conventions assurent à l'Etat le revenu intégral des valeurs sur l'étranger entrant dans la composition de l'encaisse. On a pris ici le chiffre de ces avoirs au 29 octobre 1925. Ce revenu sera beaucoup plus élevé dans l'avenir, lorsque l'encaisse aura été renforcée comme il est expliqué dans l'Exposé.

En ce qui concerne les impôts généraux, la Banque restera, il va sans dire, soumise au droit commun et paiera le droit de timbre sur l'ensemble de sa circulation fiduciaire, dont il a été reconnu raisonnable cependant de déduire, dans l'avenir, le montant de la circulation improductive correspondant à l'encaisse métallique, au portefeuille-divises et à ce qu'il reste de la dette de l'Etat.

Le Tableau III, dressé d'après les données d'un compte de profits et pertes pendant approximativement à la situation présente, prouve que, toutes choses égales d'ailleurs, les bases nouvelles de répartition assureraient à l'Etat une recette supérieure de 2,300,000 francs environ à ce que lui donnerait l'ensemble des redevances actuelles.

Le Tableau IV montre :

1° Que dans des conditions correspondant à celles adoptées pour le Tableau III, c'est-à-dire à la situation présente, les actionnaires toucheraient un dividende annuel sensiblement équivalent au dividende actuel (fr. 275.40 au lieu de 270 fr.);

2° Que tout accroissement des bénéfices améliore la part proportionnelle de l'Etat, tandis que celle des actionnaires diminue.

En effet, pour chaque accroissement de 10 millions :

La part de l'Etat augmente de 6 millions;

La part des actionnaires augmente de 2 millions;

La part de la réserve augmente de 1 million, ensemble 3 millions;

La part de l'Administration et du personnel augmente de 1 million.

Les proportions respectives, dans les trois hypothèses envisagées, s'établissent ainsi :

	Bénéfice : 50 millions	Bénéfice : 60 millions	Bénéfice : 70 millions
Part de l'Etat	45.6 %	48 %	49.7 %
Part des actionnaires . .	39.2 %	36 %	33.7 %
Part de la réserve	7.6 %	8 %	8.3 %
Part de l'Administration et du personnel	7.6 %	8 %	8.3 %
	100 %	100 %	100 %

Et, insistons sur ce point très important : ce calcul ne tient aucun compte du revenu des avoirs de la Banque à l'étranger, lequel, étant intégralement abandonné à l'Etat, n'entre pas dans le bénéfice à répartir. Au Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1926, la recette de ce chef est évaluée à 90 millions.

LA REFORME DE L'ADMINISTRATION INTERIEURE.

Dans le désir de perfectionner l'organisation intérieure en s'inspirant des méthodes appliquées dans les grandes affaires, la Banque et le Gouvernement se sont mis d'accord sur un ensemble de mesures dont l'effet sera d'adapter plus étroitement encore l'Institution aux nécessités de sa tâche.

La Banque sera administrée désormais par trois organes dominés par l'Assemblée générale :

1° Un Conseil d'administration, composé du Gouverneur et de neuf administrateurs au lieu de six. C'est le pouvoir délibérant. Pour le choix des trois nouveaux administrateurs, les membres élus des Conseils supérieurs de l'Industrie et du Commerce, du Travail, de l'Agriculture établiront des listes doubles de candidats. Nous comptons assurer plus parfaitement par cette disposition, la représentation au sein du Conseil des grands intérêts économiques du pays. Les mandataires directs de l'industrie, du commerce, du travail et de l'agriculture

collaboreront intimement avec les techniciens financiers; grâce à cette collaboration, le Conseil de la Banque gèrera en meilleure connaissance de cause encoré les hauts intérêts qui lui sont confiés.

2° Un Comité permanent de direction, émanation du Conseil d'administration qui, pour le former, désigne au moins deux de ses membres, parmi lesquels figurent de droit le Gouverneur et le Vice-Gouverneur. C'est le pouvoir exécutif.

3° Un Conseil de Censeurs composé de dix membres au lieu de sept. C'est le pouvoir de contrôle. L'élection des trois nouveaux membres est soumise aux mêmes règles que la nomination des trois nouveaux administrateurs, pour des raisons identiques.

Les trois organes réunis constitueront ensemble le Conseil général.

Ces réformes d'ordre intérieur se proposent pour effet de faciliter l'expédition des affaires courantes, en évitant les pertes de temps qu'entraîne actuellement l'obligation de débattre en assemblée plénière des questions ne comportant pas de décision de principe.

LES AUTRES AMENDEMENTS.

Il reste à signaler quelques amendements de détail que le projet apporte au texte des lois organiques combinées sur la Banque et sur le service du Caissier de l'Etat.

ARTICLE PREMIER DU PROJET DE LOI.

L'article 2 des lois organiques combinées est modifié comme il suit :

« Elle établira des succursales ou des agences dans les chefs-lieux d'arrondissement judiciaire et, en outre, dans les localités où le besoin en sera constaté.

» Un comptoir d'escompte sera attaché à chaque agence dans les villes où le Gouvernement le jugera nécessaire, après avoir entendu l'Administration de la Banque. »

Le texte antérieur de l'article 2 prêtait à une confusion qu'il est bon de dissiper, d'une part, entre les agences et les comptoirs, d'autre part, entre le Comité d'escompte et les comptoirs d'escompte.

Dans un but de précision et de clarté, le mot « succursale » a été ajouté au texte. Les mots « dans les chefs-lieux de province » ont été remplacés par les mots « dans les chefs-lieux d'arrondissement judiciaire », pour mettre la disposition en harmonie avec l'article 3 des lois coordonnées sur le Caissier de l'Etat, qui porte :

« Elle établit une agence dans chaque chef-lieu d'arrondissement judiciaire et, en outre, dans les localités où le Gouvernement le juge nécessaire dans l'intérêt du Trésor ou du public. »

Le Comité d'escompte est l'objet d'une disposition particulière portée à l'article 18 des lois coordonnées.

* * *

Les articles 3, 4, 6, 7 et 7bis des lois organiques combinées sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 3. — « La durée de la Banque est prorogée jusqu'au 31 décembre 1952.

» Le terme peut être prorogé par la loi, sur la demande de la majorité de l'assemblée des actionnaires. »

Art. 4. — « Le capital de la Banque est de 200 millions de francs, divisé en deux cent mille actions, en nom ou au porteur, de mille francs chacune.

Cinquante mille actions seront offertes en souscription par préférence à des institutions d'utilité publique, à désigner par arrêté royal, et autorisation est donnée à ces fins aux dites institutions. Ces actions resteront nominatives et ne pourront être cédées qu'avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Banque. »

Art. 6. — « Il y aura un fonds de réserve destiné :

» 1^o A réparer les pertes sur le capital social;

» 2^o A suppléer aux bénéfices annuels jusqu'à concurrence d'un dividende de 6 p. c. de la mise. »

Art. 7. — « Les bénéfices annuels seront répartis de la manière suivante :

» 1^o Aux actionnaires, un premier dividende de 6 p. c.;

» 2^o De l'excédent :

» a) 10 p. c. à la réserve;

» b) 10 p. c. à répartir entre le Conseil d'administration, le Conseil des Censeurs et le personnel ;

» 3^o Le surplus est attribué pour les trois quarts à l'Etat et un quart aux actionnaires à titre de second dividende. »

Art. 7bis. — « Le bénéfice résultant pour la Banque de la différence entre l'intérêt perçu par cette Institution et le taux de 5 1/2 p. c. est attribué à l'Etat. »

Ces diverses modifications trouvent leur explication dans les considérations générales.

* * *

L'article 8 des lois combinées est complété comme il suit :

« Les opérations de la Banque consisteront :

» 2^o A acquérir des avoirs à l'étranger en des monnaies à base d'or ou sur des places payant en or. »

Cet amendement a pour but d'autoriser explicitement la Banque à acquérir des devises étrangères en dehors des lettres de change et de lui permettre de renforcer sa réserve.

* * *

Les articles 17 et 18 des lois combinées sont remplacés par les dispositions suivantes, répondant à ce qui a été exposé dans les considérations générales :

Art. 17. — « La Banque est Administrée par un Conseil composé d'un Gouverneur et de neuf Administrateurs.

» Trois Administrateurs seront élus par l'Assemblée générale des actionnaires, sur une liste double de candidats présentés à chaque vacance par les membres conseillers de groupe élus par les délégués de classe du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce, les membres ouvriers et employés du Conseil supérieur du Travail, et les membres élus et cooptés du Conseil supérieur de l'Agriculture. Ces Administrateurs sont dispensés de constituer le cautionnement statuaire.

» Le Conseil d'administration désigne au moins deux de ses membres qui, avec le Gouverneur et le Vice-Gouverneur, forment le Comité permanent de direction.

Art. 18. — « Il y a en outre un Conseil de Censeurs composé de dix membres.

» Trois Censeurs seront choisis selon les règles établies au paragraphe 2 de l'article 17; ils sont dispensés de constituer le cautionnement statuaire.

» Il y a également un Comité d'escompte au Siège central et dans les succursales. »

L'article 20 est l'objet d'une rectification de terme, conformément à ce qui précède :

Article 20. — « Les Administrateurs et les Censeurs sont élus par l'Assemblée générale des actionnaires.

» La durée des fonctions des Administrateurs et des Censeurs, l'ordre des sorties, sont réglés par les statuts. »

* * *

L'article 23, reproduit de l'ancien texte, ne comporte pas d'explication spéciale :

Art. 23. — « Les statuts de la Banque seront modifiés d'après les dispositions de la présente loi.

» Ils pourront être modifiés sur tous autres points non réglés par la loi.

» Ils seront soumis à l'approbation du Roi. »

* * *

Mise au point de l'article 26 :

Art. 26. — « La Banque Nationale et ses succursales, comptoirs et agences doivent se conformer aux dispositions légales sur l'emploi de la langue flamande en matière administrative; il en sera de même en ce qui concerne les formules et les inscriptions sur les bâtiments et à l'intérieur des bâtiments.

» La connaissance suffisante des deux langues sera exigée de tous les employés à nommer dans les contrées flamandes, y compris l'arrondissement de Bruxelles, et qui seront en rapport avec le public. »

ARTICLE 2 DU PROJET DE LOI.

L'article 7 des lois combinées sur le service du Caissier de l'Etat est reproduit sauf la suppression, au deuxième alinéa, de la disposition imposant à la Banque une intervention dans les frais de la Trésorerie en province.

Amendement dérivant, ainsi qu'il a été dit, de l'adoption d'un système plus rationnel pour la fixation des charges de la Banque envers l'Etat.

DISPOSITIONS ADDITIONNELLES.

ARTICLE 3 DU PROJET DE LOI.

« La présente loi sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1926.

» L'accroissement d'actif à résulter de la réévaluation de l'encaisse métallique sera abandonné par la Banque à l'Etat.

» Celui-ci utilisera la somme ainsi mise à sa disposition pour rembourser à la Banque un montant correspondant des bons émis, conformément à la loi du 24 octobre 1919, en représentation des avances faites à l'Etat pour le retrait des monnaies allemandes. »

Cette disposition a été commentée précédemment.

ARTICLE 4 DU PROJET DE LOI.

L'ensemble des mesures proposées en vue de régler la dette de l'Etat envers la Banque emporte l'abrogation de la loi du 10 août 1923 qui se rapportait au même objet.

ARTICLE 5 DU PROJET DE LOI.

La convention du 19 juillet 1919 attribue à la Banque une bonification de 0.25 p. c. par an sur la quotité des billets dont l'émission a été nécessitée par le retrait des marks. Cette bonification représente le dédommagement des frais de fabrication et de contrôle, de manipulation et de circulation, d'annulation et de destruction. Elle doit rester acquise à la Banque en raison du solde de ses avances à l'Etat.

ARTICLE 6 DU PROJET DE LOI.

Cette disposition a été expliquée à la fin du chapitre du présent Exposé consacré aux redevances dues à l'Etat.

ARTICLE 7 DU PROJET DE LOI.

Utile disposition reprise de la loi du 26 mars 1900.

* * *

Le Gouvernement croit de son devoir de demander aux Chambres de statuer d'urgence sur un projet au sort duquel s'attache en ce moment une importance capitale. La Banque d'émission est une pierre angulaire de l'édifice financier. L'effort suprême que nous allons tenter pour rentrer définitivement dans l'ordre, pour rétablir le libre jeu des sains principes économiques, réveille à l'étranger les sympathies que nous a values déjà notre énergie dans l'œuvre du relèvement de nos ruines.

Ces sympathies s'annoncent agissantes, à condition que nous ne faiblissions pas en chemin. La confiance qui nous est indispensable, à l'intérieur comme à l'extérieur, pour triompher des obstacles, sera mesurée à la promptitude de nos décisions.

Le Ministre des Finances,
ALB. JANSSEN.

— — —

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTINGSJAAK 1925-1926.

WETSONTWERP

waarbij de duur der Nationale Bank van België wordt verlengd en wijzigingen worden toegebracht in sommige bepalingen der samengeordende wetten van 5 Mei 1850, 20 Mei 1872 en 26 Maart 1900 betreffende deze instelling, alsook van de wetten van 10 Mei 1850, 20 Mei 1872 en 26 Maart 1900 tot regeling van den dienst van den Staatskassier.

MEMORIE VAN TOELICHTING

Mijne Heeren,

Naar luid van de wet van 26 Maart 1900, vervalt de vergunning der Nationale Bank van België op 31 December 1928, tenware een wet die kome te verlengen.

Zelfs in gewone tijden ware het niet voorbarig het groote vraagstuk, aan dit vervallen verbonden, aan het Parlement te onderwerpen. Zoo dachten onze voorgangers. De eerste verlenging werd aan de Kamers voorgesteld terwijl er nog nagenoeg vier jaar zeker bestaan aan de Nationale Bank overbleef; de tweede verlenging geschiedde in December 1898, eveneens vier jaar voor het einde van het tijdsbestek van dertig jaar door de eerste verlenging bepaald.

« Om vooruit te gaan en nieuwe diensten te kunnen bewijzen », zegde Jules Malou, « hebben de groote kredietinstellingen het noodig zeker te zijn van hun voortbestaan; men moet hun die gewaarborgde zekerheid geven ». Anderzijds, voegde hij er terecht bij, ware het onvoorzichtig te lang te wachten. Op de laatste dagen zouden noch Kamers, noch Regeering, noch Bank over dezelfde vrijheid van oordeelen en handelen beschikken.

Die klaarlijkende redenen, welke de Smet de Nayer in 1898 op zijne beurt inriep, met nagenoeg dezelfde bewoordingen, worden heden gestaafd of veeleer nog vervangen door een andere die veel ernstiger is. En het is onvermijdelijk de vergelijking vast te stellen tusschen de omstandigheden die het ontstaan vooraf gingen van onze uitgifte-Instelling en die welke thans ons zouden opleggen de herziening van haar Statuut te onderzoeken, al bestonden ook de redenen niet waaraan wij even herinnerden.

Bij het overleggen op 26 December 1840, van het ontwerp dat de keure der Nationale Bank van België is geworden, zegde Frère-Orban :

« Het is volstrekt noodig uit den huidige toestand te geraken. Die toestand zou men niet kunnen handhaven zonder het land, bij de minste gebeurtenis, bloot te stellen aan talrijke verwikkelingen, aan moeilijkheden ten nadeele van zijne belangen. »

« Die toestand » waaraan het tot stand brengen van de Nationale Bank een eind moest aan maken, vinden wij heden terug na drie kwart eener eeuw; zooals in 1850, « ondergaat het land den gedwongen koers der bankbiljetten ».

En, heden zooals toen, zijn de oorzaken der kwaal, der grootste kwaal die 's lands handel en nijverheid kan treffen,

in den grond dezelfde; de beginselen, die tot grondslag moeten dienen voor den omloop van papiergeld, zijn miskend geworden: de Bankbrief hield op uitsluitend te berusten op de klassieke waarborgen opgelegd door de wetenschap en door eene twintigmaal gestaafde ervaring. In 1850 hadden de Belgische kredietinstellingen, begiftigd met het uitgifte-recht, voornamelijk de « Société Générale » en de Bank van België, hunne kapitalen vastgezet en zich verplicht bevonden, tot tweemaal toe, de hulp van den Staat in te roepen om het te kunnen volhouden. Het stichten van de Nationale Bank had hoofdzakelijk ten doel « vanden ijverheidszaken het diskonto en de uitgifte te scheiden ». De gedwongen koers dien wij thans ondergaan is een overerving van den oorlog. In 1914 ingevoerd door het feit der overrompeling, is hij moeten gehandhaafd worden uit hoofde van Duitschlands houding, dat gedurende de bezetting ons zijne munt opdrong tegen fr. 1.25 den mark; de intrekking van die munt door den Belgischen Staat, na den wapenstilstand, maakte een ernede overeenkomend voor-schot van wege de Bank aan den Staat noodig. Daaruit vloeide voort dat een schromelijk gedeelte van de in omloop zijnde bankbrieven uitsluitend gewaarborgd blijft, door het krediet van den Staat. Het is meer dan tijd met dien toestand gedaan te maken, indien wij het land willen tegenhouden op de helling waar men meer dan een volk heeft zien neerstrompelen tot den afgrond toe. Het voorbeeld van het meerendeel der Europeesche groote economische mogendheden moet voor ons niet verloren gaan. Engeland, Duitschland, Oostenrijk, Hongarije, Tsjeko-Slowakije, Polen hebben op dit gebied krachtadige maatregelen genomen die zich aan onze aandacht opdringen.

Het ontwerp tot sancering van onze munt dat wij aan de Kamers voorleggen te gelijker tijd als het onderhavige, schorst den gedwongen koers en schenkt aan de dekking van de bankbrieven, zooniet nog niet volkomen, ten minste in voldoende mate, hare lenigheid en haar karakter terug, die er voor passen.

De Nationale Bank aanvaardt op zich te nemen met dien toestand gedaan te maken, wat lastig en langdurig zal wezen; zij biedt daartoe hare belanglooze medehulp. Opdat zij dat werk kunne ten goede voleinden, door de hinderpalen heen welke het nutteloos en zelfs onvoorzichtig ware niet te willen inzien, is het onontbeerlijk haar voortbestaan zeker te maken.

Derwijze de noodzakelijkheid te erkennen om van nu af een bestaansverlenging te waarborgen aan de Bank voor uitgifte, komt eigenlijk neer op het vooruitzicht van de hand-having van hare hoofdzakelijke inrichtingswijze.

En de Regeering denkt inderdaad, dat er geen verandering van stelsel dient onderzocht te worden, in de huidige omstandigheden.

Het debat dat ontstond in 1899 tusschen de voorstanders van een Staatsbank, of beter gezegd van eene zelfstandige Regie, en de verdedigers van de opvatting waarvan de wet van 1850 is uitgegaan, is een der schitterendste en der grondigste debatten die ons Parlement ter eere strekken. Hector Denis, onder andere, ontwikkelde uitstekend de leering zijner school. Maar welke theoretische meening men ook koestert over die moeilijke vraagstukken, wij zijn overtuigd dat het uur slecht gekozen zou wezen om dat debat te herbeginnen. In alle landen immers heeft de oorlog een financieele toestand van dezen aard verwekt, dat de onafhankelijkheid der uitgifte-banken tegenover den Staat, als voorwaarde is gebleken van haar krediet. 't Is vooral om die reden dat artikel 1 der wet op de Bank van Duitschland luidt: « De Rijksbank is eene Bank onafhankelijk van 's Rijks Regeering », en het Tscheko-Slovakisch Bank-Ambt, eerst een Staats-instelling, heeft onlangs zijne statuten veranderd om eene private inrichting te worden.

Het spreekt van zelf dat evenwel het Staatsbelang moet gevrijwaard worden en het ontwerp der Regeering behelst dienaangaande belangrijke maatregelen met het oog zoowel op het nazicht van wege den Staat als op de indeeling van

de winsten en op de vertegenwoordiging der groote economische en maatschappelijke belangen in den Raad der Bank.

Het ware echter gevaarlijk te ontkennen dat die internationale geestesgesteldheid, het eensgezind gevoelen der voor-aanstaande mannen wier toestand hen tot scheidsrechters maakt van de financiewereld, de mogelijke hervormingen binnen tamelijk enge perken sluiten; alles doet gelooven dat in de huidige omstandigheden eene grondige verandering van onze uitgifte-instelling zou stuiten op onoverkomelijke hinderpalen, of voor onze munt, voor ons krediet in den vreemde, jammerlijke gevolgen zou verwekken die het saneringsplan waarvan wij de redding hopen mogelijk voor altijd zou doen mislukken.

De woorden van Bagehot, welke de Heer Minister Liebaert herhaalde tijdens de bespreking waaraan wij zooveel herinnerden, blijken hier meer dan ooit toepasselijk :

« Het krediet is eene macht die kan groeien, maar welke men niet ineens bij stukken en brokken kan opbouwen.

» Zij die leven onder een groot, onder een stevig kredietstelsel moeten zich herinneren dat indien zij dat stelsel vernietigen, zij er nooit een ander zullen beleven, want er zullen jaren en nog meer jaren noodig zijn om er een opvolger aan te geven. »

Wij achten dat men voor alsnu het stelsel moet verbeteren, door aan het land wederom den gezonden financieelen grondslag te verschaffen die onontbeerlijk is voor zijn leven en zijn economischen vooruitgang. Ziedaar het voorwerp van het ontwerp bij het onderhavige gevoegd, betreffende de verbetering van den omloop van ons papierengeld, en dat zelf maar een der bestanddeelen is van het gezamenlijksplan door de Regeering ontwikkeld in de Algemeene uiteenzetting van de Begrooting.

De muntstabilisatie ligt aan dit plan ten grondslag. Aangesteld om de geldmarkt te regelen is de Nationale Bank geroepen om in deze verrichting de eerste rol te spelen. Wie zegt stabilisatie van een devies, zegt vatbaarheid voor conversie, opheffing van den gedwongen koers, hervatting van de betalingen in specien door de uitgiftebank. Het wetsontwerp waarover daareven werd gesproken bepaalt de middelen en de voorwaarden, wijst den «modus operandi» aan.

Vlotmaking van het metalen incasso door de re-evaluatie van het goud en den aanbreng van goud-deviezen verkregen door de leening in het buitenland.

Bepaling van een conversievoet der biljetten in verhouding tot den economischen toestand en gevrijwaard tegen de schommelingen.

Terugkeer naar de scheiding van het krediet der Bank en dit van den Staat door een ruime terugbetaling der voorschotten in verband met de inwisseling der marken. Deze terugbetaling wordt trouwens zeer bevorderd dank zij den afstand door de Bank, ten bate van den Staat, en van het milliard ongeveer vertegenwoordigd door het verhoogd actief, als gevolg van de re-evaluatie van het goud, en van de opbrengst der deviezen op het buitenland begrepen in het incasso.

De Nationale Bank zal overigens de politiek van goudaankoop voortzetten die zij sedert lang volgt. Voor den oorlog reeds had zij zich in betrekking gesteld met het Ministerie van Koloniën voor de aanwerving van een merkelijk gedeelte van het goud uit de mijnen van Kilo-Moto. Na den wapenstilstand is zij op dien weg voortgegaan, spijs de offers die zulke politiek voor haar meebracht, en dienaangaande mag wel eens worden gewezen op wat de Heer Franck in de Kamer op 27 Februari 1925 zegde :

« De Nationale Bank kon niet beter doen. Zij heeft een deel harer reserves besteed aan den aankoop van de laatste goudzendingen uit Congo. Van zulke politiek was ik steeds een voorstander. Zij voert met zich risico's en offers voor de Bank. Maar met deze moedig onder de oogen te zien, blijft zij in haar rol en voor de toekomst verwerft zij titels, die het Parlement noch het land zullen mogen vergeten. »

Het wetsontwerp hernieuwt het recht van uitgifte van de Nationale Bank van België tot 31 December 1952, dat wil zeggen voor een duur van zeven en twintig jaar. Alsdan zal zij de honderd jaar achter den rug hebben.

Meer dan ooit moet de Bank onttrokken worden aan de onzekerheid omtrent haar lot, zoo men wil dat zij de uitzonderlijke taak, die de gebeurtenissen haar opleggen, met krachtadigheid aanvatte en met logischen zin doorvoere. Wij zullen overigens zien dat de nieuwe voorwaarden waarin zij toestemde, en wat betreft het toezicht op haar beheer, en wat betreft de verdeling harer winsten, volkomen voldoen aan de bezorgdheid de billijke rechten van den Staat, uit hoofde van het verleenen van het uitgifterecht, te vrijwaren. De afstand, waarin de Bank toestemt, van de winst voortvloeiende uit de reevaluatie van het incasso is eene andere toegeving, die haar tegenwicht moet vinden in de verlenging. De schuld van den Staat wordt aldus verlicht, doch zij bedraagt nog na deze delging meer dan 1,700 millioen, en de terugbetaling van dergelijke som zal natuurlijk des te gemakkelijker zijn, daar de annuïteiten zich over langeren tijd zullen kunnen uitstrekken.

De inrichting van onze uitgiftesbank heeft meer dan eens ten voorbeeld aan het buitenland gestrekt. Bij den aanvang van deze Memorie hebben wij de redenen aangegeven die ons beletten den grondslag daarvan te wijzigen. Maar elk menschenwerk is vatbaar voor verbetering, en de periodieke hernieuwing van het uitgifterecht stelt ons in de gelegenheid, een voor een, de verschillende stukken van het raderwerk na te zien en in het licht van de ervaring of van nieuwe feiten, hun mogelijk tekort of hunne zwakheden te verbeteren.

De Regeering en de Bank hebben in onderling overleg deze verbetering ondernomen. Verschillende wijzigingen of verbeteringen bleken gepast. Wij zullen even blijven stilstaan bij de meest belangrijke.

DE VERHOOGING VAN HET KAPITAAL.

De reevaluatie van het incasso, gevolg van de maatregelen tot muntstabilisatie en voorwaarde van de mogelijke conversie van het biljet, heeft als logische gevolgtrekking eene verhooging van het maatschappelijk kapitaal. De meeste naamlooze vennootschappen zijn reeds tot dergelijken maatregel overgegaan, wat geen ander doel heeft dan het kapitaal in verhouding te brengen tot den werkelijken omvang der verbintenissen.

Om critiek te voorkomen is de Bank bereid deze verhooging te doen, niet, zooals men geneigd zou zijn te gelooven, met eenvoudig het vroegere kapitaal met 4 te vermenigvuldigen, maar op eene min drastische wijze, met de reserves tot een beoep van 50 millioen in te lijven, met de maatschappelijke vaste goederen opnieuw te schatten, wat ook 50 millioen geeft, en ten slotte met vijftigduizend nieuwe aandelen ter inschrijving aan te bieden tegen 1,500 frank elk, wat nog eens 50 millioen geeft, vermits de premie in de reserve wordt gestort.

Deze vijftigduizend aandelen blijven op naam en zullen, bij voorkeur, worden aangeboden, in verhouding te bepalen bij koninklijk besluit, aan instellingen van nationaal algemeen nut, zooals de Spaarkas, de Lijfrente- en Verzekeringskas, die de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas onder waarborg van den Staat uitmaken, de Maatschappij voor Gemeentecrediet van België, de Weduwen- en Weezenkassen der Ministerieele Departementen, de Commissiën van Openbaren Onderstand, de verzekeringsinstellingen met vaste premien, door den Staat goedgekeurd voor de arbeidsongevallen, enz.

Door dit aanbod verzekeren wij eerst een veilige en voordeelige gelibegging aan organismen, die de geheele belangstelling van de Regeering verdienen. De voorgestelde tekst van het wetsontwerp geeft hun dienaangaande de noodige toelating.

Doch de maatregel strekt veel verder. Met tot aandeel-

houders van de Bank deze instellingen te maken, die geboren zijn uit sociale bekommelingen en die gewichtige gemeenschappelijke belangen behartigen, zal men aldaar den geest nog verstevigen van toewijding aan de algemeene belangen van het land, waarvan de besluiten van deze vergadering van aandeelhouders steeds doordrongen waren.

RETRIBUTIES AAN DEN STAAT VERSCHULDIGD.

De sommen die de Nationale Bank aan den Staat stort, vertegenwoordigen den prijs van de voordeelen die zij haalt uit het uitgifterecht. Het past dat deze prijs billijk zij en dat aan beide partijen redelijkerwijs gelijkwaardige voordeelen worden gewaarborgd.

Wij wijzen er even op dat, onder het tegenwoordige stelsel, de Bank jaarlijks aan den Staat betaalt :

- 1° Een vierde der winsten boven 4 t. h. van het kapitaal;
- 2° 1/4 t. h. per halfjaar op het overschot van den gemiddelden omloop van banknoten boven 275 miljoen frank;
- 3° De opbrengst van het verschil tusschen den interest door de Bank ontvangen en den interestvoet van 3 1/2 t. h.;
- 4° Daarenboven vervult de Bank kosteloos den dienst van Staatskassier, verricht zij al de kosten van beheer, materiaal, vervoer en giro van fondsen en komt zij tusschen beide in de kosten van de Thesaurie in de provincie voor een beloop van een jaarlijksche som van 230,000 frank.

Om de zuivere begrootingsontvangst te bepalen moeten van het totaal bedrag van die verschuldigde sommen afgetrokken worden :

- 1° De interesten van de 480 miljoen interprovinciale bons die toebehooren aan de Bank en die beantwoorden aan de financeering van de eerste oorlogscontributie door Duitschland opgelegd;
- 2° De vergoeding van 0.35 t. h. door den Staat betaald op het bedrag van den renteloozen omloop, krachtens de overeenkomst van 19 Juli 1919.

Vooraleer de wijzigingen die de Regeering voorstelt aan dit ingewikkeld stelsel in de bijzonderheden te onderzoeken, moet er eens en vooral op gewezen worden dat zij beheerscht worden door de bezorgdheid een al te verwarden toestand klaarder te maken, zonder de onderscheiden rechten der partijen te schaden.

Na de draagkracht van de voorgestelde hervorming waarvan de latere gevolgen aangegeven worden in de verder opgenomen tabellen grondig overwogen te hebben, meent de Regeering aan de Kamers de volgende formule te moge voorstellen die haar van aard schijnt de belangen van den Staat volkomen te vrijwaren.

Zij omvat voor hem eenerzijds een reeks toegevingen en anderzijds ruime vergeldingen.

A. — Toegevingen :

- 1° Toekenning aan de aandeelhouders van een eerste dividend van 6 t. h. in plaats van 4 t. h. Deze verhooging van de vaste bezoldiging van het kapitaal spruit eerst voort uit de noodwendigheid het dividend bij de huidige voorwaarden van de geldmarkt aan te passen, en daarbij uit het billijk verlangen de aandeelhouders in den aanvang van de nieuwe periode in een toestand te behouden die ten minste gelijk is aan dien welken zij tot heden hebben genoten.

Van het overschot van de nettowinst zullen :

- 10 t. h. normaal worden toegekend aan de reserve;
- 10 t. h. verdeeld worden onder den Beheerraad, het College der Censoren en het personeel.

De vooruitgang van de gedachten andermaal indachtig, wenscht het Bestuur van de Bank op hare beurt ten opzichte van haar personeel een democratischen maatregel te nemen, die de Nationale Maatschappij voor Crediet aan de Nijverheid zooals men weet reeds had toegepast. Hij zal het complex der maatschappelijke werken ten voordeele van het personeel ingesteld gelukkig aanvullen.

2° De betaling aan den Staat van de retributie van 1/4 t. h. per semester op den gemiddelden omloop der biljetten boven 275 millioen, dat door niets meer gerechtvaardigd wordt, zal wegvallen.

3° De bepaling die aan den Staat de winst toewijst voortkomend uit het verschil tusschen den door de Bank werkelijk ontvangen interest en den interest van 3 1/2 t. h. moet herzien worden. De wetgever streefde geen fiscaal doel na, toen hij die aannam. Zijn inzicht was aan de Bank toe te laten, zoo noodig, haar disconto-rente te verhoogen zonder zich aan de beschuldiging bloot te stellen, hierdoor ten nadeele van den handel buitensporige winsten na te streven. Men weet dat de grens in 1872 herleid werd van 6 tot 5 t. h. en in 1900 van 5 tot 3 1/2 t. h. De rentevoet verminderde echter niet zooals men het verwachtte ten tijde van de laatste vernieuwing; integendeel, heeft hij onophoudelijk verhoogingen ondergaan; zoo heeft de betrokken bepaling een draagwijdte gekregen die men nooit het inzicht had haar te geven.

Thans moet men ze in overeenstemming brengen te gelijk met het inzicht van den vroegeren wetgever en met de werkelijkheden van de financiële markt. De grens-interest zal gebracht worden van 3 1/2 t. h. op 5 1/2 t. h., bedrag dat een wetsontwerp wil zien toepassen ten aanzien van den wettigen interest in burgerlijke zaken.

4° De dienst van Staatskassier zal voorts kosteloos gedaan worden, doch de tusschenkomst van de Bank in de kosten der Thesaurie in de provincie en die 230,000 frank per jaar bedraagt, wordt afgeschaft. Uit hoofde van die tusschenkomst beeldt het publiek zich gemakkelijk in dat de dienst van Staatskassier aan de Nationale Bank aanzienlijke winsten opbrengt. De waarheid is juist omgekeerd. De overgrootte uitbreiding der verrichtingen die behooren tot 's Lands Schuld heeft er namelijk toe bijgedragen het gewicht van den last uit dien hoofde door de Bank gedragen merklijk te verzwaren.

B. — Vergeldingen :

Die afstanden die op eerste zicht talrijk en zwaar zullen schijnen zullen ruim vergoed worden :

1° Door den afstand ten voordeele van den Staat van de opbrengst der deviezen die geacht worden het goud-inkasso te vervangen, afstand voorzien in een artikel van de Overeenkomst toegevoegd aan de wet over de monetaire sanering : dat artikel is overgenomen bij de aanvullende bepalingen van het onderhavig ontwerp;

2° Door de toekenning aan den Staat van 75 t. h. van het aandeelsbedrag der winsten die het dividend van 6 t. h. overschrijden, na voorafgaandelijke afhouding van 20 t. h. op dit overschot ten bate van de reserve, den Behèrraad, het College der Censoren en het personeel, de overblijvende 25 t. h. verschuldigd zijnde aan de aandeelhouders den titel van tweede dividend;

3° Door den terugkeer tot den Staat van de gebeurlijke opbrengst van het disconto en van de uitleeningen die 5 1/2 t. h. overschrijden.

Van het totaal bedrag der verschuldigde sommen zullen de vergoeding van 0.25 t. h. voor kosten van uitgifte moeten afgetrokken worden van het overschot van de schuld van den Staat aan de Bank.

Voortaan geschiedt die verdeling dus als volgt :

1° Aan de aandeelhouders een eerste dividend van 6 t. h.;

2) Van het overschot :

a) 10 l. h. aan de reserve;

b) 10 l. h. te verdeelen onder den Beheerraad, het College van de Censoren en het personeel;

3° Het overige beschikbare wordt als volgt verdeeld :

75 l. h. aan de Openbare Schatkist;

75 l. h. aan de aandeelhouders ten titel van tweede dividend.

De hiernavolgende tabellen toonen aan dat de Staat met het nieuwe stelsel ruimschoots de voordeelen weervindt die het behoud van het oude regime hem zouden verzekerd hebben.

Zij vermelden :

1° Den toestand van de Bank op 29 October l. l. volgens de nieuwe basis opgemaakt;

2° Een rekening van winst en verlies volgens dezelfde basis berekend;

3° De vergelijking tusschen het oude en het nieuwe stelsel toegepast op de berekening van het aandeel van den Staat in de winst door die winst- en verliesrekening vastgesteld;

4° De verdeling der winsten tusschen den Staat en de Bank in drie veronderstellingen.

TABEL I. TOESTAND OP 29 OCTOBER 1925 VERSCHENEN IN HET STAATSBLAAD VAN 2, 3 EN 4 NOVEMBER 1925

	ACTIEF	PASSIEF
Kapitaal		50,000,000.—
Incasso { Goud		
Wissels en te-goed goud op het buitenland		272,953,464.21
Zilver en deelmunt	394,293,996.24	30,222,773.08
Portefeuille Wissels		91,117,758.95
Wissels gedeponoord ter inkasering in rekening-courant	1,059,884,810.56	
Deponenten van wissels ter inkasering in rekening-courant	40,333,386.51	
Bankbriefjes in omloop		40,333,386.51
Openbare fondsen		7,653,398,579.—
Reserve	49,997,050.—	
Waarden van de reserve-kas		57,422,306.07
Voorschotten op Belgische openbare fondsen	57,422,232.73	
Leeningen op te-goed in het buitenland	529,820,633.68	
Interprovinciale schuld overgenomen door den Staat in uitvoering der wet van 14 November 1919	84,652,919.02	
Belgische Schatkistbonds het voorschot aan den Staat vertegenwoordigend in uitvoering der wet van 24 October 1919 voor het inwisselen van Duitsche munt	480,000,000.—	
Rekeningen-courant { Openbare Schatkist	5,200,000,000.—	
Bijzondere rekeningen		133,896,417.21
Dienstgebouwen, materieel en mobilair	38,160,694.84	
Uitdelingsrekening voor dienstgebouwen, materieel en mobilair		18,354,909.94
Openbare fondsen van de uitdelingsrekening voor dienstgebouwen, materieel en mobilair	18,354,112.13	
Gewaarborgde of te verkoopen waarden (art. 39 der statuten)	3,483,418.27	
Openbare Schatkist : bewaargevingen in gemunt geld		331,715.—
Verscheidene rekeningen		2,665,940.25
	7,956,403,253.98	7,956,403,253.98

TABEL Ibis.

TOESTAND OP 29 OCTOBER 1925 OP NIEUWE GRONDSLAGEN OPGEMAAKT

		ACTIEF	PASSIEF
Kapitaal			
Kasvoorraad	{ Goud		200,000,000
	{ Wissels en goud te-goed op het buitenland	4,332,680,000	
Pasmunt		31,120,000	
Portefeuille-effecten		1,059,885,000	
Effecten neergelegd ter incassering op loopende rekening		40,333,000	40,333,000
Bewaargeven van effecten ter incassering op loopende rekening			7,653,398,000
Bankbiljetten in omloop		149,997,000	7,422,000
Openbare fondsen			
Reserve		7,422,000	
Waarden der reserve		529,821,000	
Voorschotten op Belgische openbare fondsen		84,653,000	
Uitleeningen op het te-goed in het buitenland		(3) 1,710,490,000	133,896,000
Voorschot aan den Staat			
Loopende rekeningen	{ Openbare schatkist	1,985,000	
	{ Persoonlijke rekeningen	131,911,000	
Dienstgebouwen, materieel en mobiliair		88,161,000	18,354,000
Rekening tot aflossing der dienstgebouwen, materieel en mobiliair		3,483,000	
Openbare fondsen der rekening tot aflossing der dienstgebouwen, materieel en mobiliair		18,354,000	331,000
Gewaarborgde of te gelde te maken waarden (art. 39 der statuten)			2,665,000
Openbare schatkist : deposito's in gemunt geld			
Verscheidene			
		8,056,399,000	8,056,399,000

N. B. — De vermenigvuldiger 4, die tot grondslag gediend heeft bij het opmaken der totalen van den hierboven verbeterden toestand benadert merkbaar het coëfficiënt dat zal worden vastgesteld

(1) Goud : $272,950,000 \times 4 =$	1,091,800,000	(3) Voorschotten aan den Staat :	
Vernoodelijke opbrengst in goud van het te gelde		Interprovinciale schuld	480,000,000
maken van het zilver $30,000,000 \times 4 =$	120,000,000	Schatkistbons tot intrekking der	
		marken	5,200,000,000
	1,211,800,000		
(2) Wissels en te-goed op het buitenland :		Af te trekken :	5,680,000,000
a) Deviezen die de Bank toebehooren : 30 mil-		a) Winsten op de herschatting	
lioen $220,000 \times 4 =$	120,880,000	der kasvoorraaden en devie-	
b) Opbrengst, op voet van 20 frank per dollar,		zen van de Bank	969,510,000
van deviezen die voortkomen van de muntlee-		b) Opbrengst van de muntlee-	
ning van 150,000,000 dollar	3,000,000,000	ning	3,000,000,000
	3,120,880,000		3,969,510,000
			1,710,490,000

Tabel II.

REKENING DER WINSTEN EN VERLIEZEN (1)
OPGEMAAKT VOLGENS DE
GRONDSLAGEN DER HERSTELDE BALANS.

WINSTEN.

Belgische voorraad. Gemiddeld cijfer : 900 miljoen tegen 4.80 t. h. .	43,200,000
Rekeningen-couranten van voorschotten. Gemiddeld cijfer : 500 miljoen tegen 5 1/2 t. h.	27,500,000
Interesten van den voorraad openbare fondsen	8,500,000
Recht van bewaring op deposito's en verhuring van brandkasten. .	2,300,000
Opbrengst van het recht van inning	300,000
Vergoeding van 0.25 t. h. door den Staat verschuldigd op het bedrag zijner schuld (1,710,490,000)	4,276,200
	Fr. 86,076,200

LASTEN.

Algemeene kosten fr.	23,000,000	
Aflossing der vaste goederen	1,000,000	
Zegelrecht op totalen omloop . . . fr.	7,650,000,000	
Na aftrek van het gemiddeld bedrag van den goudvoorraad de deviezen en de schuldvordering op den Staat	6,242,290,000	
Op voet van 1 t. d.	1,407,710,000	1,407,700
		25,407,700
		Fr. 60,668,500

(1) Deze rekening is opgemaakt volgens de nieuwe overeenkomsten op volgende grondslagen, die ongeveer met de huidige cijfers overeenstemmen.
 Gemiddeld cijfer van de Belgische portefeuille : 900 miljoen.
 Gemiddeld cijfer der voorschotten : 500 miljoen.
 Voet van het aan de Bank verschuldigd disconto :
 5 1/2 t. h. na aftrek van 0.70 t. h., aandeel der kantoren hetzij 4.80 t. h. netto.
 Rentevoet der aan de Bank verschuldigde voorschotten : 5 1/2 t. h.

Tabel III.

AANDEEL VAN DEN STAAT VOLGENS DE NIEUWE FORMULE (1).

Aandeel in de winsten (2)	fr. 28,800,000
Afstand ten voordeele van den Staat van de opbrengst der deviezen, die op 29 October 1925 het eigendom der Bank waren : 120 mil- lioën tegen 2 1/2 t. h. (30,220,000 × 4 = 120,880,000 tegen 2 1/2 t. h. gemiddelde rentevoet der plaatsingen in het buitenland)	3,022,000
	Fr. 31,822,000

Af te houden :

Vergoeding van 0.25 t. h. door de schatkist te betalen op het saldo harer schuld (1,710,490,000 fr.)	4,276,200
	Fr. 27,545,800

Bij dit totaal dient het bedrag gevoegd van de opbrengst van het disconto en de uitleeningen dat 5 1/2 t. h. overschrijdt.

Aandeel van den Staat volgens de vroegere formule op de grondslagen van de verbeterde balans.

AANDEEL VAN DEN STAAT VOLGENS DE NIEUWE FORMULE (1).

Opbrengst van het disconto en de uitleeningen, dat 3 1/2 t. h. over- schrijdt, 2 t. h. op 900,000,000 + 500,000,000	fr. 28,000,000
Retributie van 0.50 t. h. op den rentegevenden papieromloop, die 275 miljoen overschrijdt (rentegevende papieromloop onge- veer 2,400,000,000 fr.)	10,600,000
Terugbetaling van de onkosten der schatkist in de provincie	230,000
Aandeel in de winsten	5,950,000
	Fr. 44,780,000

Af te houden :

Interesten der interprovinciale bons	fr. 7,056,000
Vergoeding van 0.25 t. h. op den renteloozen papier- omloop	12,532,000
	19,588,000
	Fr. 25,192,000

Bij dit totaal dient het bedrag gevoegd van de opbrengst van het disconto en de uitleeningen, dat 5 1/2 t. h. overschrijdt.

(1) Te verleen netto-winst : 60 miljoen.

(2) Cfr. Tabel IV, 2^e onderstelling.

TABEL IV. VERDEELING VAN DE WINSTEN DER NATIONALE BANK IN DE DRIE VOLGENDE ONDERSTELLINGEN :

	1 ^e onderstelling netto winst : 50,000,000	2 ^e onderstelling netto winst : 60,000,000	3 ^e onderstelling netto winst : 70,000,000
Te verdeelen winst	50,000,000	60,000,000	70,000,000
Eerste dividend aan de aandeelhouders : 6 t. h. op 200,000,000 fr.	12,000,000	12,000,000	12,000,000
Overschot	38,000,000	48,000,000	58,000,000
10 t. h. aan de wettelijke reserve	3,800,000	4,800,000	5,800,000
10 t. h. aan den Beheerraad het College der Censoren en het personeel	3,800,000	4,800,000	5,800,000
Overschot	30,400,000	38,400,000	46,400,000
75 t. h. aan den Staat	22,800,000	28,800,000	34,800,000
25 t. h. aan de aandeelhouders als tweede dividend	7,600,000	9,600,000	11,600,000
<i>Aandeel der aandeelhouders.</i>			
Eerste dividend	12,000,000	12,000,000	12,000,000
Tweede dividend	7,600,000	9,600,000	11,600,000
1/4 aan het nieuw kapitaal	19,600,000	21,600,000	23,600,000
3/4 aan de vroegere aandeelhouders	4,900,000	5,400,000	5,900,000
Hetzij bruto	14,700,000	16,200,000	17,700,000
Netto na aftrek der taxe op de roerende goederen, ten bedrage van 15 t. h.	294	324	354
	249.9	275.4	300.9
<i>Aandeel van den Staat.</i>			
Aandeel in de netto winst	22,800,000	28,800,000	34,800,000
Afstand aan den Staat van de opbrengst der aan de Bank toebehoorende deviezen (1) 120,880,000 fr. aan 2 1/2 t. h.	3,022,000	3,022,000	3,022,000
<i>A/ te houden :</i>	25,822,000	31,822,000	37,822,000
Vergoeding verschuldigd op het saldo zijner schuld	4,276,200	4,276,200	4,276,200
	21,545,800	27,545,800	33,545,800

(1) De nieuwe overeenkomsten verzekeren aan den Staat het volledig inkomen van de waarden op het buitenland die deel uitmaken van het incasso. Men heeft hier het cijfer van dit bezit genomen op 29 October 1925. Dit inkomen zal in de toekomst veel hooger zijn, wanneer het incasso zal versterkt zijn zooals in de Memorie werd uiteengezet.

Wat de algemeene belastingen betreft blijft de Bank natuurlijk onderworpen aan het gemeene recht en betaalt zij het zegelrecht op den papieromloop in zijn geheel, waarvan het nochtans regelmatig is gebleken, in de toekomst het bedrag af te trekken van den renteloozen omloop die overeenstemt met het metaal-inkasso, het deviezen-portefeuille en hetgeen overblijft van de Staatsschuld.

De Tabel n^o III opgemaakt naar de gegevens van een Winst- en Verliesrekening die ongeveer beantwoordt aan den huidige toestand, bewijst dat, de verhoudingen gelijk blijvende, de nieuwe verdeelingsgrondslagen aan den Staat eene ontvangst zouden verzekeren die ongeveer met 2,300,000 frank overtreft wat de huidige retributiën opleveren.

De Tabel n^o IV toont aan :

1^o Dat, naar voorwaarden die overeenstemmen met de voor Tabel n^o III aangenomene, d. i. de voorwaarden van den huidige toestand, de aandeelhouders een jaarlijksch dividend zouden ontvangen dat blijkbaar zou overeenkomen met het huidige (fr. 275.40 in plaats van 270);

2^o Dat elke vermeerdering der winst het proportioneel aandeel van den Staat verbetert, terwijl datgene van de aandeelhouders vermindert.

Inderdaad, voor elke vermeerdering van 10 miljoen :

Vermeerdert het aandeel van den Staat met 6 miljoen;

Vermeerdert het aandeel van de aandeelhouders met 2 miljoen;

Vermeerdert het aandeel van de reserve met 1 miljoen, gezamenlijk 3 miljoen;

Vermeerdert het aandeel van het Beheer en het personeel met 1 miljoen.

De respectievelijke verhoudingen, in de drie overwogen veronderstellingen, stellen zich als volgt voor :

	Winst : 50 miljoen	Winst : 60 miljoen	Winst : 70 miljoen
Aandeel van den Staat . .	45.6 %	48 %	49.7 %
Aandeel der aandeelhouders	39.2 { 46.8	36 { 44	33.7
Aandeel der reserve	7.6 {	8 {	8.3
Aandeel van het Beheer en het personeel	7.6 %	8	8.3
	100 %	100 %	100 %

Wij dringen aan op dit zeer belangrijk punt : deze berekening laat terzijde de opbrengst van het bezit der Bank in het buitenland; die opbrengst wordt in haar geheel overgelaten aan den Staat en maakt dus geen deel uit van de te verdeelen winst. In de Begroting van 's Lands Middelen voor 1926 is de ontvangst uit dien hoofde geschat op 90 miljoen.

DE HERVORMING VAN HET INWENDIG BEHEER.

Met het oog op de verbetering van de inwendige inrichting en steunende op de methoden in de groote zaken aangewend hebben de Bank en de Regeering, in gemeen overleg, een reeks maatregelen ingezien die er toe bijdragen zullen de Inrichting nog nauwer aan de noodwendigheden harer taak aan te passen.

De Bank zal voortaan beheerd worden door drie organen beheerscht door de Algemeene Vergadering :

1^o Een Beheerraad bestaande uit den Gouverneur en negen beheerders, in plaats van zes. Dat is de beraadslagende macht. Voor de verkiezing der drie nieuwe beheerders, zullen de geko-

zen leden van de Hoogere Handels- en Nijverheids, Arbeids- en Landbouwraden dubbele lijsten van kandidaten opmaken. Door deze beschikking hopen wij in den Raad de vertegenwoordiging van de groote economische belangen van het land beter te verzekeren. De rechtstreeksche afgevaardigden van de nijverheid, den handel, den arbeid en den landbouw zullen in innige verstandhouding samenwerken met de technici van de finantie; dank zij deze samenwerking, zal de Raad der Bank nog met betere kennis van zaken de hooge belangen die hem toevertrouwd zijn kunnen leiden.

2^o Een bestendig Bestuurscomiteit gesproken uit den Beheerraad die, om het samen te stellen ten minste twee zijner leden aanduidt, onder dewelke de Gouverneur en de Ondergouverneur der Bank van rechtswege behooren. Dat is de uitvoerende macht.

3^o Een College van censoren bestaande uit tien leden in plaats van zeven. Dat is de toezienende macht. Voor de verkiezing der drie nieuwe leden gelden dezelfde regels als voor de benoeming der drie nieuwe beheerders, zulks ook om dezelfde redenen.

De drie vereenigde organen vormen te zamen den Algemeenen Raad.

Deze inwendige hervormingen streven er naar het afhandelen der dagelijksche zaken te vergemakkelijken, met het tijdsverlies te voorkomen dat thans de verplichting van vraagstukken, die geen beslissing van beginsel uitlokken in algemeene vergadering te bespreken, onvermijdelijk na zich sleept.

DE OVERIGE AMEDEMEMENTEN.

Er dient nog gewezen op eenige amendementen van ondergeschikt belang welke door het wetsontwerp aan den tekst der samengevoegde inrichtingswetten op de Bank en den dienst van den Staatskassier worden toegebracht.

EERSTE ARTIKEL VAN HET WETSONTWERP.

Artikel 2 der samengeordende inrichtingswetten wordt gewijzigd als volgt :

« Zij zal hulpinrichtingen of agentschappen oprichten in de hoofdplaatsen der rechterlijke arrondissementen en daarbij, in de lokaliteiten waar de noodwendigheid ervan zich zal doen gevoelen.

» In de steden waar de Regeering het noodig acht, zal, bij elk agentschap, na het Beheer der Bank te hebben gehoord, een disconto kantoor worden gevoegd. »

De vroegere tekst van artikel 2 gaf aanleiding tot verwarring welke best dient weggeruimd, eenerzijds tusschen de agentschappen en de kantoren, anderzijds tusschen het discontocomiteit en de disconto-kantoren.

Om meer nauwgezetheid en klaarheid, werd het woord « hulpinrichting » bij den tekst gevoegd. De woorden « in de hoofdplaatsen van provincie » werden vervangen door de woorden « in de hoofdplaatsen der rechterlijke arrondissementen » om de bepaling te doen strooken met artikel 3 der samengeordende wetten op den Staatskassier, dat luidt als volgt :

« Zij richt een agentschap op in elke hoofdplaats der rechterlijke arrondissementen en, daarbij, in de lokaliteiten waar de Regeering het noodig acht in het belang van de Schatkist of van het publiek. »

Voor het discontocomiteit geldt er een bijzondere beschikking omschreven bij artikel 18 der samengeordende wetten.

* * *

De artikelen 3, 4, 6, 7 en 7bis der samengeordende inrichtingswetten worden vervangen door de hiernavolgende bepalingen :

Artikel 3. — « De duur der Bank wordt verlengd tot 31 December 1953. De term mag, op aanvraag van de meerderheid

der vergadering van aandeelhouders, door de wet verlengd worden. »

Artikel 4. — « Het kapitaal der Bank bedraagt 200 millioen frank, verdeeld in twee honderd duizend aandelen, op naam of aan toonder, van 1,000 frank elk.

» Vijftig duizend aandelen zullen aangeboden worden door onderschrijving bij voorkeur aan inrichtingen van openbaar nut aan te duiden door koninklijk besluit, en machtiging wordt te dien einde aan genoemde inrichtingen gegeven. Deze aandelen zullen nominatief blijven en zullen slechts met de toestemming van den Beheerraad der Bank afgestaan kunnen worden. »

Artikel 6. — « Er zal een reservefonds bestaan dat bestemd is :

» 1^o Tot het vegoeden der verliezen op het maatschappelijk kapitaal;

» 2^o Tot het aanvullen der jaarlijksche winsten, tot beloop van een dividend van 6 t. h. op het inleggeld.

Artikel 7. — « De jaarlijksche winsten zullen op de volgende wijze verdeeld worden :

» 1^o Aan de aandeelhouders, een eerste winstaandeel van 6 t. h.;

» 2^o Van het overige :

» a) 10 t. h. aan het reservefonds;

» b) 10 t. h. te verdeelen tusschen den Beheerraad, het College van Censoren en het personeel;

» 3^o Het overschot wordt voor de drie vierden aan den Staat en voor een vierde ten titel van tweede winstaandeel, aan de aandeelhouders toegekend. »

Artikel 7 bis. — « De winst voor de Bank ontstaande door het verschil tusschen den interest door die instelling getrokken en het bedrag van 5 1/2 t. h. wordt aan de Staat toegekend. »

Die verschillende wijzigingen vinden hun verklaring in de algemeene beschouwingen.

* * *

Art. 8 der samengeordende wetten wordt aangevuld als volgt :

« De verrichtingen van de Bank zullen omvatten : 2^o Te goeden te verkrijgen in het buitenland in munt met gouden grondslag, of op plaatsen in goud betalende. »

Dat amendement heeft tot doel de Bank uitdrukkelijk te machtigen buitenlandsche deviezen buiten de wissels te verkrijgen en haar in staat te stellen haren voorraad te versterken.

* * *

De artikelen 17 en 18 der samengeordende wetten worden vervangen door de volgende bepalingen, beantwoordend aan hetgeen in de algemeene beschouwingen uiteengezet werd.

Art. 17. — De Bank wordt beheerd door een Raad bestaande uit den Gouverneur en negen beheerders.

Drie Beheerders worden door de algemeene vergadering der aandeelhouders verkozen uit een dubbele lijst van kandidaten bij elke open vallende plaats voorgedragen door de leden groepsraadsliden gekozen door de klasse-afgevaardigden van den Hooger Nijverheids- en Handelsraad, de werkliden en bediendenleden van den Hooger arbeidsraad en de rechtstreeks en onrechtstreeks gekozen leden van den Hooger Landbouwwaad. Deze beheerders zijn ontslagen van het stellen van den borgtocht door de standregelen voorzien.

De Beheerraad duidt ten minste twee van zijn leden aan, die met den Gouverneur en den Onder-gouverneur het bestendig bestuurscomitéit vormen.

Art. 18. — Er is daarbij een College van Censoren uit tien leden bestaande.

Drie Censoren worden gekozen volgens de regels gesteld in de paragraaf 2 van artikel 17; zij zijn ontslagen van het stellen van den borgtocht door de standregelen voorzien.

Er is eveneens een Disconto-Comitéit in den hoofdzetel en in de hulpinrichtingen.

De bewoordingen van artikel 20 worden gewijzigd overeenkomstig het voorgaande.

Art. 20. — Beheerders en Censoren worden door de algemeene vergadering van aandeelhouders verkozen. De duur der betrekking van de Beheerders en van de Censoren, alsook de orde der aftredingen zullen door de statuten worden bepaald.

* * *

Art. 23. — Uit den vroegeren tekst overgenomen, behoeft geen bijzondere uitlegging.

Art. 23. — « De statuten der Bank zullen gewijzigd worden volgens de bepalingen der tegenwoordige wet.

» Zij zullen voor alle ander niet door de wet geregelde punten mogen gewijzigd worden.

» Zij zullen onderworpen worden aan de goedkeuring des Konings. »

Verbetering van artikel 26 :

Art. 26. — De Nationale Bank, evenals hare hulpinrichtingen, kantoren en agentschappen, moeten zich schikken naar de wetsbepalingen op het gebruik der Vlaamsche taal in bestuurszaken, alsook wat betreft de formulieren en geschriften op en binnen de gebouwen.

Er zal een behoorlijke kennis der twee talen geëischt worden van alle beambten die in aanraking komen met het publiek, aan te stellen in de Vlaamsche gewesten, het arrondissement Brussel inbegrepen.

ARTIKEL 2 VAN HET WETSONTWERP.

Het artikel 7 van de samengeordende wetten op den dienst van de Staatskashouder wordt overgenomen, behalve het wegvallen in de tweede alinea van de bepaling waarbij de Bank opgelegd wordt bij te dragen in de kosten van het Schatkist-beheer in de provincie.

Amendement dat zooals gezegd werd, voortvloeit uit de aanneming van een redelijker stelsel voor het bepalen der lasten der Bank aan den Staat.

BIJKOMENDE BEPALINGEN.

ARTIKEL 3 VAN HET WETSONTWERP.

« De tegenwoordige wet zal in toepassing treden van 1 Januari 1926 af. »

De verhooging van actief welke moet voortvloeien uit de herschatting van den metaalvoorraad zal door de Bank aan den Staat afgestaan worden.

Deze zal de alzoo te zijner beschikking gestelde som gebruiken tot de terugstorting aan de Bank van een bedrag overeenkomende met de bons uitgegeven krachtens de wet van 24 October 1919, ter erkenning van aan den Staat gedane voorschotten voor het intrekken der Duitsche gelden.

Die bepaling werd vroeger verklaard.

ARTIKEL 4 VAN HET WETSONTWERP.

Het samenstel der maatregelen voorgesteld met het oog op de regeling der schuld van den Staat tegenover de Bank brengt mede de afschaffing der wet van 10 Augustus 1923 die op dezelfde zaak betrekking heeft.

ARTIKEL 5 VAN HET WETSONTWERP.

De overeenkomst van 19 Juli 1919 kent de Bank een vergoeding van 0.25 t. h. per jaar toe op de hoeveelheid der biljetten, waarvan de uitgifte noodig was voor het intrekken van de marken. Die uitkeering vertegenwoordigt de vergoeding wegens de kosten van fabricatie, controol, behandeling en in omloop brengen, nietigverklaring en vernietiging. Zij moet de Bank toekomen naar gelang van het saldo zijner voorschotten aan den Staat.

ARTIKEL 6 VAN HET WETSONTWERP.

Die bepaling werd uitgelegd aan het slot van het hoofdstuk van deze toelichting, gewijd aan de bedragen aan den Staat verschuldigd.

ARTIKEL 7 VAN HET WETSONTWERP.

Nuttige bepaling overgenomen uit de wet van 26 Maart 1900.

De Regeering acht het haren plicht de Kamers te verzoeken bij dringendheid uitspraak te doen over een ontwerp, aan het lot waarvan op dit oogenblik een hoofdbelang verbonden is. De Bank van uitgift is een hoeksteen van het financieel gebouw. De uiterste krachtsinspanning die wij wagen zullen om voor goed de zaken in orde te krijgen, om het vrije spel der gezonde economische beginselen weer in gang te brengen, wekt in het buitenland de sympathieën die wij reeds oogstten door onze wilskracht bij ons opbeuringswerk.

Die sympathieën geven aanleiding tot daden op voorwaarde dat onze kracht onderweg niet verzwakt. Het vertronwen dat ons in het buitenland onontbeerlijk is om de hindernissen te overwinnen, zal afgemeten worden naar de snelheid van onze beslissingen.

De Minister van Financiën,
ALB. JANSSEN.

Annexe (N^o 14)

CHAMBRE
des Représentants

PROJET DE LOI

prorogeant la durée de la Banque Nationale de Belgique et modifiant certaines dispositions des lois combinées des 5 mai 1850, 20 mai 1872 et 26 mars 1900, relatives à cette Institution, ainsi que des lois des 10 mai 1850, 20 mai 1872 et 26 mars 1900, réglant le service du Cais-sier de l'Etat.

Bijlage (N^r 14)

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

WETSONTWERP

waarbij de duur der Nationale Bank van België wordt verlengd en wijzigingen toegebracht zijn in sommige bepalingen der samengevoegde wetten van 5 Mei 1850, 20 Mei 1872 en 26 Maart 1900 betreffende deze Instelling, alsook der wetten van 10 Mei 1850, 20 Mei 1872 en 26 Maart 1900 welke den dienst van den Staatskassier regelen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Notre Conseil des Ministres,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions formant l'objet des articles 2, 3, 4, 6, 7, 7bis, 8, 17, 18, 20, 23 et 26 des lois combinées des 5 mai 1850, 20 mai 1872 et 26 mars 1900, sont remplacées par les dispositions suivantes :

ART. 2. — Elle établira des succursales ou des agences dans les chefs-lieux d'arrondissement judiciaire et, en outre, dans les localités où le besoin en sera constaté.

Un comptoir d'escompte sera attaché à chaque agence dans les villes où le Gouvernement le jugera nécessaire après avoir entendu l'Administration de la Banque.

ART. 3. — La durée de la Banque est prorogée jusqu'au 31 décembre 1952.

Le terme peut être prorogé par la loi, sur la demande de la majorité de l'assemblée des actionnaires.

ART. 4. — Le capital de la Banque est de 200 millions de francs, divisé en deux cent mille actions, en nom ou au porteur de mille francs chacune.

Cinquante mille actions seront offertes en souscription de préférence à des institutions d'utilité publique, à désigner par arrêté royal, et autorisation est donnée à ces fins aux dites institutions. Ces actions resteront nominatives et ne pourront être cédées qu'avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Banque.

ART. 6. — Il y aura un fonds de réserve destiné :

1° A réparer les pertes sur le capital social;

2° A suppléer aux bénéfices annuels jusqu'à concurrence d'un dividende de 6 p. c. de la mise.

ART. 7. — Les bénéfices annuels seront répartis de manière suivante :

1° Aux actionnaires, un premier dividende de 6 p. c.;

2° De l'excédent :

a) 10 p. c. à la réserve;

b) 10 p. c. à répartir entre le Conseil d'administration, le Conseil des Censeurs et le personnel;

3° Le surplus est attribué pour les trois quarts à l'Etat et un quart aux actionnaires à titre de second dividende.

ART. 7bis. — Le bénéfice résultant pour la Banque de la différence entre l'intérêt perçu par cette Institution et le taux de 5 1/2 p. c. est attribué à l'Etat.

ART. 8. — Les opérations de la Banque consisteront :

1° A escompter ou acheter des lettres de change et autres effets ayant pour objet des opérations de commerce, et de bons du Trésor dans les limites à déterminer par les statuts.

Sont réputés opérations de commerce pour l'application de cette disposition, les achats et ventes, faits par les agriculteurs ou à ceux-ci, de bétail, matériel agricole, engrais, semences, récoltes et, généralement, de marchandises et denrées rapportant à l'exercice de leur industrie;

2° A acquérir des avoirs à l'étranger en des monnaies base d'or ou sur des places payant en or;

3° A faire le commerce des matières d'or et d'argent;

4° A faire des avances de fonds sur des lingots ou des monnaies d'or et d'argent;

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Notre Conseil des Ministres,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions formant l'objet des articles 2, 3, 4, 6, 7, 7bis, 8, 17, 18, 20, 23 et 26 des lois combinées des 5 mai 1850, 20 mai 1872 et 26 mars 1900, sont remplacées par les dispositions suivantes :

ART. 2. — Elle établira des succursales ou des agences dans les chefs-lieux d'arrondissement judiciaire et, en outre, dans les localités où le besoin en sera constaté.

Un comptoir d'escompte sera attaché à chaque agence dans les villes où le Gouvernement le jugera nécessaire, après avoir entendu l'Administration de la Banque.

ART. 3. — La durée de la Banque est prorogée jusqu'au 31 décembre 1952.

Le terme peut être prorogé par la loi, sur la demande de la majorité de l'assemblée des actionnaires.

ART. 4. — Le capital de la Banque est de 200 millions de francs, divisé en deux cent mille actions, en nom ou au porteur, de mille francs chacune.

Cinquante mille actions seront offertes en souscription par préférence à des institutions d'utilité publique, à désigner par arrêté royal, et autorisation est donnée à ces fins aux dites institutions. Ces actions resteront nominatives et ne pourront être cédées qu'avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Banque.

ART. 6. — Il y aura un fonds de réserve destiné :

1° A réparer les pertes sur le capital social;

2° A suppléer aux bénéfices annuels jusqu'à concurrence d'un dividende de 6 p. c. de la mise.

ART. 7. — Les bénéfices annuels seront répartis de la manière suivante :

1° Aux actionnaires, un premier dividende de 6 p. c.;

2° De l'excédent :

a) 10 p. c. à la réserve;

b) 10 p. c. à répartir entre le Conseil d'administration, le Conseil des Censeurs et le personnel;

3° Le surplus est attribué pour les trois quarts à l'Etat et un quart aux actionnaires à titre de second dividende.

ART. 7bis. — Le bénéfice résultant pour la Banque de la différence entre l'intérêt perçu par cette Institution et le taux de 5 1/2 p. c. est attribué à l'Etat.

ART. 8. — Les opérations de la Banque consisteront :

1° A escompter ou acheter des lettres de change et autres effets ayant pour objet des opérations de commerce, et des bons du Trésor dans les limites à déterminer par les statuts.

Sont réputés opérations de commerce pour l'application de cette disposition, les achats et ventes, faits par les agriculteurs ou à ceux-ci, de bétail, matériel agricole, engrais, semences, récoltes et, généralement, de marchandises et denrées se rapportant à l'exercice de leur industrie;

2° A acquérir des avoirs à l'étranger en des monnaies à base d'or ou sur des places payant en or;

3° A faire le commerce des matières d'or et d'argent;

4° A faire des avances de fonds sur des lingots ou des monnaies d'or et d'argent;

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën en volgens advies van onzen Ministerraad,

Wij hebben besloten en wij besluiten :

Het volgend wetsontwerp zal in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden :

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen, voorwerp makende der artikels 2, 3, 4, 6, 7, 7bis, 8, 17, 18, 20, 23 en 26 der samengevoegde wetten van 5 Mei 1850, 20 Mei 1872 en 26 Maart 1900 zullen door de volgende bepalingen vervangen worden :

ART. 2. — Zij zal hulpinrichtingen of agentschappen oprichten in de hoofdplaatsen der rechterlijke arrondissementen en, daarbij, in de lokaliteiten waar de noodwendigheid zich zal doen gevoelen.

In de steden waar de Regeering het noodig acht, zal, bij elk agentschap, na het Beheer der Bank te hebben gehoord, een disconto-kantoor worden gevoegd.

ART. 3. — De duur der Bank wordt verlengd tot 31 December 1952.

De termijn mag, op aanvraag van de meerderheid der vergadering van aandeelhouders, door de wet verlengd worden.

ART. 4. — Het kapitaal der Bank bedraagt 200 miljoen frank, verdeeld in twee honderd duizend aandelen, op naam of aan toonder, van duizend frank elk.

Vijftig duizend aandelen zullen aangeboden worden door onderschrijving bij voorkeur aan inrichtingen van openbaar nut, aan te duiden door koninklijk besluit, en machtiging wordt te dien einde aan genoemde inrichtingen gegeven. Deze aandelen zullen nominatief blijven en zullen slechts met de toestemming van den Beheerraad der Bank afgestaan kunnen worden.

ART. 6. — Er zal een reservefonds bestaan dat bestemd is :

1^o Tot het vergoeden der verliezen op het maatschappelijk kapitaal;

2^o Tot het aanvullen der jaarlijksche winsten, tot beloop van een dividend van 6 t. h. op het inleggeld.

ART. 7. — De jaarlijksche winsten zullen op de volgende wijze verdeeld worden :

1^o Aan de aandeelhouders, een eerste winstaandeel van 6 t. h.;

2^o Van het overige :

a) 10 t. h. aan het reservefonds;

b) 10 t. h. te verdeelen tusschen den Beheerraad, den Raad van Censoren en het personeel;

3^o Het overschot wordt voor de drie vierden aan den Staat en voor een vierde, ten titel van tweede winstaandeel, aan de aandeelhouders toegekend.

ART. 7bis. — De winst welke voor de Bank voortspruit uit het verschil tusschen den door deze Inrichting geheven interest en dien van 5 1/2 t. h., wordt den Staat toegekend.

ART. 8. — De verrichtingen der Bank zullen bestaan in :

1^o Het disconteeren of het aankopen van wisselbrieven en andere effecten die handelsverrichtingen tot doel hebben, alsook van Schatkistbons binnen de grenzen door de statuten te bepalen.

Voor de toepassing dezer bepaling worden koop en verkoop door de landbouwers, of aan deze gedaan, van vee, landbouwgereedschap, meststoffen, zaaizaad, oogsten en, in 't algemeen, van goederen en waren die betrekking hebben op de uitoefening van hunne nijverheid, als handelsinrichtingen beschouwd ;

5° A se charger du recouvrement d'effets qui lui seront remis par des particuliers ou des établissements;

6° A recevoir des sommes en compte courant et, en dépôt, des titres, des métaux précieux et des monnaies d'or et d'argent;

7° Enfin, à faire des avances en compte courant ou à court terme sur dépôt d'effets publics nationaux ou d'autres valeurs garanties par l'Etat, dans les limites et aux conditions à fixer périodiquement par l'Administration de la Banque conjointement avec le Conseil des Censeurs, sous l'approbation du Ministre des Finances.

ART. 17. — La Banque est administrée par un Conseil composé d'un Gouverneur et de neuf Administrateurs.

Trois Administrateurs seront élus par l'Assemblée générale des actionnaires, sur une liste double de candidats présentés à chaque vacance par les membres conseillers de groupe élus par les délégués de classe du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce, les membres ouvriers et employés du Conseil supérieur du Travail, et les membres élus et cooptés du Conseil supérieur de l'Agriculture. Ces Administrateurs sont dispensés de constituer le cautionnement statutaire.

Le Conseil d'Administration désigne au moins deux de ses membres qui, avec le Gouverneur et le Vice-Gouverneur, forment le Comité permanent de direction.

ART. 18. — Il y a en outre un Conseil de Censeurs composé de dix membres.

Trois Censeurs seront choisis selon les règles établies au paragraphe 2 de l'article 17; ils sont dispensés de constituer le cautionnement statutaire.

Il y a également un Comité d'escompte au Siège central et dans les succursales.

ART. 20. — Les Administrateurs et les Censeurs sont élus par l'Assemblée générale des actionnaires.

La durée des fonctions des Administrateurs et des Censeurs l'ordre des sorties, sont réglés par les statuts.

ART. 23. — Les statuts de la Banque seront modifiés d'après les dispositions de la présente loi.

Ils pourront être modifiés sur tous autres points non réglés par la loi.

Ils seront soumis à l'approbation du Roi.

ART. 26. — La Banque Nationale et ses succursales, comptoirs et agences doivent se conformer aux dispositions légales sur l'emploi de la langue flamande en matière administrative; il en sera de même en ce qui concerne les formules et les inscriptions sur les bâtiments et à l'intérieur des bâtiments.

La connaissance suffisante des deux langues sera exigée de tous les employés à nommer dans les contrées flamandes, y compris l'arrondissement de Bruxelles, et qui seront en rapport avec le public.

ARTICLE 2.

L'article 7 des lois combinées des 10 mai 1850, 20 mai 1872 et 26 mars 1900 est remplacé par la disposition ci-après :

ART. 7. — La Banque Nationale fera gratuitement le service de Caissier de l'Etat.

Elle supportera tous les frais d'administration, de matériel, de transport et de virement des fonds.

Les fonds disponibles du Trésor excédant les besoins du service seront placés par la Banque en valeurs commerciales; elle sera garante des valeurs acquises ou appliquées pour le compte du Trésor.

DISPOSITIONS ADDITIONNELLES

ARTICLE 3.

La présente loi sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1920.

L'accroissement d'actif à résulter de la réévaluation de l'encaisse métallique sera abandonné par la Banque à l'Etat.

2^o Te goed in het buitenland te verwerven in geld met gouden standaard of op in goud betalende plaatsen;

3^o Het handeldrijven in gouden en zilveren waren;

4^o Het voorschieten van gelden op goud en zilver in staven of in munt;

5^o Het innen van effecten haar toevertrouwd door particulieren of door instellingen;

6^o Het ontvangen van sommen in rekening-courant en het in bewaring nemen van titels, edele metalen en gouden of zilveren munten;

7^o En, ten laatste, het doen van voorschotten in rekening-courant of voor korten tijd, op in pand gegeven nationale schuldbrieven of andere waarden door den Staat gewaarborgd, binnen de maat en volgens de voorwaarden op gezette tijden te bepalen door het Beheer der Bank gezamenlijk met den Raad van Censoren, onder goedkeuring van den Minister van Financiën.

ART. 17. — De Bank wordt beheerd door een Raad bestaande uit een Gouverneur en negen Beheerders.

Drie Beheerders zullen door de Algemeene vergadering der aandeelhouders verkozen worden, volgens een dubbele lijst van kandidaten, voorgesteld bij elk openkomen, door de leden groepraadgevers gekozen door de klasafgevaardigden van den Hoogereren Handels- en Nijverheidsraad, de werklieden- en bediendenleden van den Hoogereren Arbeidsraad, en de rechtstreeks en onrechtstreeks gekozen leden van den Hoogereren Landbouwraad. Deze Beheerders zijn ontslagen van den te storten borgtocht door de statuten voorzien.

De Beheerraad duidt minstens twee zijner leden aan die, met den Gouverneur en den Onder-Gouverneur, het Bestendig Bestuurkomitee vormen.

ART. 18. — Er is daarbij een Raad van Censoren bestaande uit tien leden.

Drie Censoren zullen gekozen worden volgens de in paragraaf 2 van artikel 17 vastgestelde regels; zij zullen ontslagen zijn van den te storten borgtocht door de statuten voorzien.

Er is insgelijks in den Middenzetel en in de hulpinrichtingen een Komitee van disconto.

ART. 20. — Beheerders en Censoren worden door de Algemeene vergadering van aandeelhouders verkozen.

De duur der betrekking van de Beheerders en van de Censoren, alsook de orde der aftredingen, zullen door de statuten worden bepaald.

ART. 23. — De statuten der Bank zullen gewijzigd worden volgens de bepalingen der tegenwoordige wet.

Zij zullen voor alle andere niet door de wet geregelde punten mogen gewijzigd worden.

Zij zullen aan de goedkeuring van den Koning worden onderworpen.

ART. 26. — De Nationale Bank, evenals hare hulpinrichtingen, kantoren en agentschappen moeten zich schikken naar de wetsbepalingen op het gebruik der Vlaamsche taal in bestuurszaken, alsook wat betreft de formulieren en de opschriften op en binnen de gebouwen.

Er zal een behoorlijke kennis der twee talen geëischt worden van alle beambten in aanraking met het publiek aan te stellen in de Vlaamsche gewesten, het arrondissement Brussel inbegrepen.

ARTIKEL 2.

Het artikel 7 der samengevoegde wetten van 10 Mei 1850, 20 Mei 1872 en 26 Maart 1900 wordt door de hierna volgende bepalingen vervangen :

ART. 7. — De Nationale Bank zal kosteloos den dienst van Staatskassier waarnemen.

Al de kosten van bestuur, van materieel, van overdracht en overschrijving der fondsen vallen ten laste van de Bank.

De beschikbare gelden der Schatkist, die de behoeften van den dienst overtreffen, zullen door de Bank in handelswaarden

Celui-ci utilisera la somme ainsi mise à sa disposition pour rembourser à la Banque un montant correspondant des bons émis, conformément à la loi du 24 octobre 1919, en représentation des avances faites à l'Etat pour le retrait des monnaies allemandes.

ARTICLE 4.

La loi du 10 août 1923, relative au remboursement des avances faites à l'Etat par la Banque Nationale, est abrogée.

ARTICLE 5.

La bonification de 0. 25 p. c. par an, allouée à la Banque par la convention du 19 juillet 1919, pour frais d'émission, sera calculée sur la fraction de la circulation correspondant aux avances à l'Etat.

ARTICLE 6.

Bonification sera faite à la Banque du droit annuel de timbre perçu sur les billets, à concurrence du montant moyen de la circulation correspondant à l'encaisse-or, aux avoirs en devises et à la créance sur l'Etat. Ce montant sera établi d'après les situations hebdomadaires publiées au *Moniteur*.

ARTICLE 7.

Les lois combinées des 5 mai 1850, 20 mai 1872 et 26 mars 1900 sur la Banque Nationale de Belgique, ainsi que les lois combinées des 10 mai 1850, 20 mai 1872 et 26 mars 1900 réglant le service du Caissier de l'Etat, seront réimprimées et publiées au *Moniteur* avec les modifications résultant de la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 12 novembre 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Albert JANSSEN.

belegd worden; zij zal borg blijven voor de waarden verkregen of aangewend voor rekening van de Schatkist.

AANVULLENDE BEPALINGEN

ARTIKEL 3.

Deze wet zal in toepassing treden van 1 Januari 1926 af.

De verhooging van actief welke moet voortvloeien uit de herschatting van den metaalvoorraad, zal door de Bank aan den Staat afgestaan worden.

Deze zal de alzoo ter zijner beschikking gestelde som gebruiken tot de terugstorting aan de Bank van een bedrag, overeenkomende met de bons uitgegeven krachtens de wet van 25 Oktober 1919, in voorstelling van aan den Staat gedane voorschotten voor het intrekken der Duitsche gelden.

ARTIKEL 4.

De wet van 10 Augustus 1923, betreffende de terugbetaling der voorschotten door de Nationale Bank aan den Staat gedaan, wordt ingetrokken.

ARTIKEL 5.

De vergelding van 0.25 t. h. 's jaars door overeenkomst van 19 Juli 1919 aan de Bank toegekend, voor onkosten van uitgifte, zal berekend worden op het deel van den omloop overeenkomende met de voorschotten aan den Staat.

ARTIKEL 6.

Het jaarlijksche recht op den zegel geheven op de bankbriefjes zal aan de Bank vergeld worden ten bedrage van het gemiddeld totaal van den omloop die met den metaalvoorraad, met het tegoed in vreemde munten en met de schuldvordering op den Staat overeenkomt. Dit bedrag zal vastgesteld worden volgens den wekelijkschen toestand afgekondigd in den *Moniteur*.

ARTIKEL 7.

De samengevoegde wetten van 5 Mei 1850, 20 Mei 1872 en 26 Maart 1900 op de Nationale Bank van België, alsmede de samengevoegde wetten van 10 Mei 1850, 20 Mei 1872 en 26 Maart 1900, den dienst van den Staatskassier regelende, zullen herdrukt en afgekondigd worden in den *Moniteur* met de wijzigingen uit deze wet voortspruitende.

Gegeven te Brussel, den 12 November 1925.

ALBERT.

Voor den Koning :

De Minister van Financiën,

Albert JANSSEN.